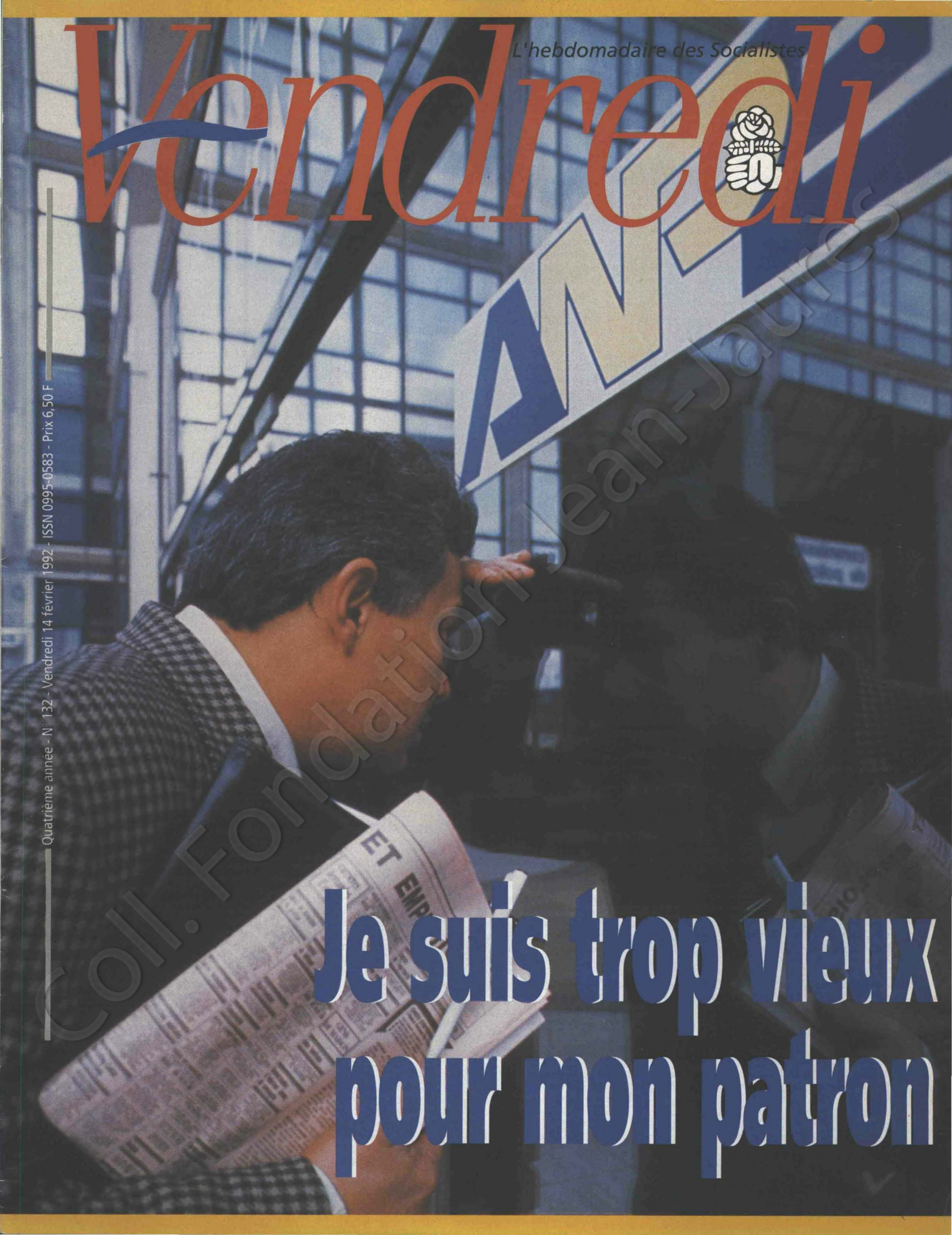
L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi



Quatrième année - N° 132 - Vendredi 14 février 1992 - ISSN 0995-0583 - Prix 6,50 F

Je suis trop vieux pour mon patron

Coll. Fondation Jean-Jaurès

VOTRE COURRIER

La lettre de Roland Gabory parue dans "Vendredi" du 7 février m'a horrifiée. Comment peut-on être socialiste et militant dans une association de défense des droits de l'homme et être aussi haineux et malhonnête à légard des Israéliens ?
Comment un tel ramassis d'imbécillités et de propos diffamatoires a-t-il pu être publié dans "Vendredi" ?
Cet individu, que je refuse d'appeler "camarade", a la prétention de nous donner des leçons de français ? Décidément, on donne des diplômes à n'importe qui dans ce pays !
Oser comparer les résistants français aux Palestiniens. Quelle honte ! A qui les Palestiniens s'en prennent-ils ? A l'armée israélienne ? Aux casernes israéliennes ? Non, ils poignardent des passants (de préférence des jeunes et des femmes) dans la rue. Très courageux ! Ils posent des bombes dans les autobus, dans les crèches, etc. Très courageux ! Ils détournent des avions remplis de gens sans armes. Très courageux ! Ils arraisonnent un bateau rempli de touristes, assassinent un paralysé dans son fauteuil roulant. Très courageux ! Voilà la "résistance" des amis de M. Gabory ! Sans parler des attentats commis en France, dont tout le monde se souvient, du moins je l'espère.
Un autre grand "résistant" très courageux : Arafat, qui vient à l'ONU avec son revolver à la ceinture. Il prend beaucoup de risques, dans les salons de l'ONU !
Mais M. Gabory aime beaucoup les juifs, je n'en doute pas. Il devait être au premier rang le jour de la manifestation qui a suivi l'affaire du cimetière de Carpentras. Ce jour-là, on se bousculait pour être au premier rang. Il fallait être vu.
Il est vrai qu'en France, on aime beaucoup les juifs... surtout quand ils sont morts. Les nazis, eux, les préfèrent cuits à point ! Quant à moi, je les préfère vivants, où qu'ils soient, y compris en Israël.
PS. Je ne suis pas juive, malgré les apparences. Les amis de M. Gabory me laisseraient-ils une chance en voyant mon nom sur un passeport ?
Bernadette Feldman
Chateauroux (36).

■

J'ai lu, avec surprise et consternation, dans le courrier des lecteurs du n° 131, du 7 février (page 2), un texte signé Roland Gabory, de Beaumont.
Ce texte est ignoble surtout par son paragraphe 4 qui fait d'Israël (sans le nommer) un "Etat parasitaire", etc. Le dernier paragraphe de ce texte n'est guère plus reluisant.
Et que penser de Georges Habache, que je croyais être un terroriste (à la retraite), aux dires du président de la République lui-même, devenu un héros sous la plume de ce diplômé de linguistique et de sciences politiques (ce qui ne peut qu'aggraver son cas) ?
Bref, je n'ai pas le goût ni l'intention de polémiquer. Il y a, de par l'Hexagone, bien des gens qui pensent et disent comme lui, sans crainte et sans vergogne. C'est bien triste, et tant pis pour eux et pour nous.
Mais c'est à "Vendredi" que je m'adresse, pour lui dire que pareil texte n'a pas sa place dans ses colonnes, sous aucun prétexte. Et pourquoi ne pas ouvrir le journal à tous les xénophobes de France et d'ailleurs ?
Etes-vous en mal de copie ou, peut-être, vouliez-vous administrer la preuve qu'il existe, au PS aussi, des racistes (car je suppose qu'il est membre du PS). Dans ce cas, message reçu, et bien malheureusement.
Jacques Karila - Saint-Prix (95).

■

Je suis scandalisé par votre courrier, Monsieur Gabory ! Le fait que je suis un modeste fonctionnaire, avec un non moins modeste DEUG de psychologie, m'autorise-t-il seulement à vous répondre ? Votre plume a-t-elle trempé dans l'encre brune ? Est-ce bien "Vendredi" qui a publié votre suave littérature ? Je suis persuadé que le vocabulaire que vous employez vous attirera les sympathies d'un Le Pen et que vous serez lu avec intérêt dans certains milieux que je ne veux pas miens.
Vous parlez d'Israël (jamais nommé, bien sûr) comme d'un "Etat parasitaire". Eh oui, un spécialiste en vermine, un dictateur de cauchemar a voulu "traiter" à sa façon le peuple juif ! Mesure de salubrité, n'est-ce pas ? "Etat dominateur, intégriste, expansionniste" : que dire alors du libéralisme avancé, de la démocratie éclairée, de la tolérance et du respect scrupuleux des droits de l'homme chez les barbus d'Iran, dans l'Irak de l'humaniste Saddam Hussein, dans la Syrie d'Assad...?
Faut-il les citer tous, ces Etats (protecteurs zélés de si bons nazis comme Aloys Brunner), de la Libye pas du tout terroriste de Khadafi, du Maroc à la Turquie, du Soudan à la Mauritanie ? Ce sont tous des terres d'accueil pour les minorités juives qui ne protestent jamais, qu'on n'interviewe jamais, puisqu'il n'y a pas de difficulté d'intégration ni de violation de leurs droits élémentaires ! C'est bien connu.
Doit-on vous rappeler que les plus grands "casseurs" de musulmans sont les musulmans eux-mêmes (répression en Algérie, guerre Iran-Irak, massacres de la population irakienne par l'armée irakienne...) ? "Ridicules sornettes, les références, la croyance en la Bible" ? Je gage que les sornettes de la Bible ne sont pas pires que les sornettes du Coran. Est-ce que, par hasard, ceux qui n'approuvent pas vos choix et ne partagent pas vos lumières (diplômes de linguistique et de Sciences Po obligent !) ne peuvent que dire et croire des sornettes ? Et ce n'est pas vous, bien sûr, qui en écririez, des sornettes ! La preuve ? Votre lettre !
Et puis, j'avoue que je me sens mal à l'aise en pensant que nous sommes apparemment dans le même parti, mais sûrement pas du même parti. Et vous vous dites militant d'une association de défense des droits de l'homme ? Grand Dieu, j'en ai froid dans le dos. Il ne fait pas bon, je suppose, se recommander d'Israël ! Je tiens à vous dire, on n'est jamais trop prudent, que je n'appartiens pas à la race du Seigneur, comme vous dites (tout rapprochement avec "race des seigneurs" n'était que fortuite et involontaire...). A chacun son camp, mais il y a aussi le camp du saigneur Habache ! Et tout terroriste qu'il soit, je pense que Habache avait, en effet, le droit de se faire soigner où il le souhaitait. "Fier, sûr et dominateur" : belles paroles de De Gaulle, en vérité.
Etes-vous sûr que cette sublime parole, qui n'honore pas celui qui l'a un jour prononcée, ne s'applique pas à toutes les nations de la Terre ? Donnez-moi le nom d'un seul peuple qui soit "couard, timoré et esclave" et fier de l'être...
Vous rappelez justement la définition que donne le "Robert" du terrorisme. Ne s'applique-t-elle pas non plus à certaines républiques islamiques ?
Ah, Monsieur, gardez vos certitudes, mais pourquoi tant de haine contre Israël et le peuple juif ? Est-ce que cela grandit la cause que vous défendez ? Ne pouvez-vous faire la différence entre peuples et gouvernants ?
Jean-Philippe Costa
Saint-Etienne (42).

■

Je veux remercier le camarade R. Gabory de ses précisions lexicales et lui signifier que je n'adhère pas au choix des mots qu'il emploie.
Je ne reconnais dans son texte ni l'esprit, ni le langage des socialistes et tiens à m'élever, d'abord contre l'insulte faite à tous nos résistants, ensuite contre le fait que, pour défendre l'un, il faille injurier l'autre.
On en vient à se demander comment l'instruction doublée de l'honnêteté militante peut produire de tels articles. Est-ce bien cela que le Parti attend de nous ?
Rien n'est pire que de ne pas avoir de patrie. Certes, les morts de la rue de Rennes -pour ne citer que ceux-là- ont, pour patrie, un cercueil.
De grâce, élevons le débat et que les situations difficiles ne donnent pas libre cours à nos passions.
Y. Ackerer - La Marsa (Tunisie).

■

"Vendredi" a publié la semaine dernière une lettre de lecteur dont la tonalité violemment anti-israélienne, aux limites plusieurs fois franchies de l'antisémitisme, m'a littéralement abasourdi.
Non que je dénie le droit à tout citoyen français de ne pas aimer les juifs, de souhaiter la disparition de l'Etat d'Israël, de considérer, au mépris des sentiments des croyants de plusieurs religions que la Bible est un tissu de sottises, ou même de traiter les Israéliens de "race des seigneurs", comme si cet Etat était la continuation et non la réponse à la barbarie nazie. Ces opinions, toutes contestables ou odieuses, chacun peut les tenir sous sa propre responsabilité, de même que chacun est libre de considérer, ce qui est implicite dans le propos que vous publiez, que l'OLP d'Arafat a tort de vouloir coexister durablement avec un Etat juif au Proche-Orient.
En revanche, je crois utile de dire assez fermement, en ces temps de tempête qui se lève, que le Parti socialiste, attaqué de toutes parts, mais voué à un grand avenir, ne devrait ni publier de telles opinions dans son organe, ni accueillir de tels adhérents dans ses rangs, au risque de compromettre gravement son image.
Le Parti socialiste soutient depuis 1948 l'existence de l'Etat d'Israël, François Mitterrand est le premier président français à avoir honoré cet Etat d'une visite officielle, la France condamne depuis 1981 les mesures de boycott économique de cet Etat par la Ligue arabe et le Parti socialiste est le seul parti français à avoir approuvé et soutenu les accords égypto-israéliens de Camp David.
Les faits lui ont, depuis, donné raison. Tout cela n'implique nullement qu'on ne puisse éprouver de la sympathie pour la revendication palestinienne de former un Etat indépendant en Cisjordanie et à Gaza, ou que l'on ne puisse souhaiter voir reconnue à l'OLP une personnalité internationale, peu contestée au demeurant.
Je dirais même, pour ma part, que je trouve aujourd'hui un peu oiseux d'opposer un FPLP inacceptable à un Fatah terroriste. L'un a soutenu Carlos et compagnie, l'autre organisé avec Septembre Noir, le massacre des athlètes israéliens de Munich en 1972. La réconciliation nécessaire des deux peuples peut aussi inclure aujourd'hui Habache et les siens, tout autant qu'Arafat, Hawatmeh et Fayçal Husseini.
Cela dit, il devrait exister une ligne du Parti socialiste qui s'impose à tous dans ce domaine, comme dans d'autres. Le Parti ne doit pas garder dans ses rangs ceux qui s'amusent, sans risque aucun, à le conspuer lorsqu'il manifeste contre le fascisme.
Le Parti ne doit pas tolérer non plus chez lui des expressions qui, chez les Verts, ont conduit à l'affaire Brière l'an dernier. Le Parti ne doit en tout cas pas permettre que s'exprime, fût-ce sous l'expression d'un courrier des lecteurs, des opinions aussi odieuses et aussi contraires à son programme, à ses idées, à son éthique.
Alexandre Adler - Paris (75).

■

Nombre de lecteurs nous ont fait connaître leur émotion à la lecture de la lettre signée Roland Gabory publiée dans le courrier du n° 131. Cette émotion, la rédaction de "Vendredi" la comprend et l'éprouve elle aussi. Elle regrette qu'une telle haine ait pu se glisser dans notre publication qui s'efforce, semaine après semaine, de combattre les idées d'exclusion et de racisme. La vigilance s'impose, y compris dans nos rangs.

"Vendredi"

Vendredi

10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57

Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)

Politique : Jean-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secrétaire de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pecau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92), Taoufik Khatib (78.54)
Photo : Pascal Lebrun (78.53), Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57), Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
Giry-Sittler / Rea (couv.) ; Benito / Sygma (pp. 3 et 15) ; Massi / Editing (pp. 3 et 19) ; Sygma (p. 7) ; Pages / Sipa-Press (p. 9) ; A. Vieira / Sipa (p. 16) ; A.F.P. (p. 16) ; D.R. (p. 21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 215.500 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

POLITIQUE
4 • 400 jours pour mobiliser et faire voter
• Quand la droite s'enlise
5 Laurent Fabius
6 Défendre le bilan de la gauche
7 Concilier la réforme et le mouvement

ECONOMIQUE/SOCIAL
9 Les plus de 45 ans jetés par les patrons

11 à 13 DOSSIER
Cantonales et régionales (n°3)
11 Poitou-Charentes
12 Pays de la Loire
13 Limousin

INTERNATIONAL
15 • Algérie, le bras de fer
• Slimane Zeghidour : le dialogue sinon rien
16 • Amérique latine : le chaos et l'espoir
• Boris Eltsine à Paris
17 Guatemala, dialogue sur fond de violence



▲ 400 jours pour mobiliser (p. 4).



▲ Algérie, le bras de fer (p. 15).



▲ Elections régionales Croze (Creuse, pp. 11/13).



▲ Virgil Tanase (p. 19).

VIE PRATIQUE
18 Impôts : les nouveautés

CROQUIS
19 • Claude Estier
• Virgil Tanase
• Dessin de la semaine

CULTURE
20 • Festival : "les acteurs à l'écran"
• Cinéma : "Ombres et brouillards" "Mississippi One"
• Télévision
21 • Mérignac, le Pin-Galant a trois ans
• "La Belle Hélène" en tournée
• Santa Passos
• Beausonge et tristes rêveries
• Revue des revues
22 • Post-scriptum
• Agenda

INVITEE
23 Arlette Farge

■ AIDONS ■ LA CORREZE

A Tulle, le siège de notre fédération de Corrèze a été ravagé par un incendie. Le matériel d'imprimerie, un ordinateur et les fichiers sont détruits.
Cette catastrophe est particulièrement malvenue à quelques semaines des élections régionales et cantonales. Les nécessités de la campagne électorale s'accommodent mal des délais d'indemnisation des assurances.
Nos amis de Corrèze font appel à la solidarité de tous et ouvrent une souscription à laquelle ils proposent de répondre par la modique somme de 50 F (ou davantage...)

Fédération PS de la Corrèze, 44 place Martial-Brigouleix, 19000 Tulle.

AGENDA

RENCONTRE

"Mutations et syndicalismes" (Centre de recherche et d'information Galilée). Avec André Sainjon et Pierre-Eric Tixier.

TABLES RONDES

• **"Entreprises : la nouvelle donne sociale et économique"**, avec Martine Aubry, Benjamin Coriat, Dominique Taddéi.

• **"Les syndicalismes, acteurs des mutations"**, avec Antoine Guichard, Pierre Héritier et Udo Rehfeldt.

Le 20, 18 h15, Maison de la Chimie, 28 bis rue St-Dominique, 75007 Paris.
☎ 40.15.92.69

Un Pasqua... ou rien

Le patron du département le plus riche de France ne sait plus où mettre ses plaques. Pourtant, il avait déjà accordé une subvention de 22 millions à une radio locale de faible audience, tandis que les DSQ devaient se contenter d'un petit million et demi. Même s'il n'envisageait pas sérieusement de présenter le journal télévisé, il proposait cependant à ses collègues de racheter La 5.
Ce n'était pas encore assez, car voici qu'il annonce la création de la première université libre, avec un milliard pour l'investissement, et 250 millions annuels pour le fonctionnement. Rassurez-vous, il n'en coûtera que 30.000 F par an aux étudiants qui voudront suivre ses cours.
Pour couronner le tout, il voudrait la présidence du Sénat ou, à défaut, celle de la région. Krieg, Giraud, Juppé (ou Fourcade), vous avez de la concurrence !

J.R.

400 jours pour mobiliser et faire voter

La gauche a, depuis dix ans, un bon bilan. Le gouvernement, pour les 400 jours qui viennent, a un bon programme. Autour de ces deux thèmes, la mobilisation s'ordonne.

Les discours du premier ministre à l'Assemblée, mardi et vendredi, comme celui du premier secrétaire du Parti (voir plus loin) ont renoué avec le style des campagnes des élections législatives et régionales de 1986 et 1988, sur les deux thèmes cousins : "Soyons fiers d'être socialistes" et "La France a encore besoin de réformes". Des arguments à plusieurs dimensions destinés à sortir les abstentionnistes de la gauche de leur torpeur et à remobiliser nos responsables.

La droite nationalise (!) la campagne et occupe les médias, soir après soir, par ses petites phrases de meetings aussi disparates que caricaturales. Tous les arguments sont et seront utilisés pour faire des scrutins des 22 et 29 mars une occasion de démontrer que la majorité en place comme le gouvernement n'ont plus de légitimité dans le pays et tenter de précipiter les échéances législatives.

L'extrême droite, elle, continue sur le registre de l'outrance et du racisme affiché pour cacher ses vrais desseins de destruction des bases de notre société : disparition du SMIC, de la Sécurité sociale, des lois favorables aux salariés... Les écologistes, pour leur part, bénéficient du contexte général de défiance à légard du politique et engrangent des votes -ou des projets de vote- refuges et contestataires.

Dans ce climat général, les socialistes, sans craindre les débats nationaux, se doivent de parler raison et de développer des arguments pour convaincre. Un objectif qui n'exclut aucune forme de communication. Les meetings traditionnels auront lieu un peu partout en France, mais n'oublions pas les actions les plus ingrates. Le Parti socialiste doit aller chercher chez eux les électeurs qu'il ne retrouve pas dans les urnes ni les sondages. Ce qui suppose et exige le retour aux discussions de terrain, aux campagnes de porte-à-porte, au dialogue contradictoire et patient. "C'est aux croyants de dire la messe", rappelait, en boutade, Laurent Fabius, lors du dernier comité directeur, afin d'engager tout le monde à retrouver le chemin du militantisme.

Face aux "déçus de la gauche", il importe, en effet, de rappeler d'abord les acquis enregistrés depuis dix ans, car beaucoup des plus jeunes n'en ont pas assez souvenir ou conscience. Chez les plus âgés, le poids du chômage et l'angoisse qu'il fait naître dans de nombreux foyers occultent tout le reste. L'accueil positif réservé aux initiatives de porte-à-porte ou de réunions en petit nombre, là où elles sont prises, montrent que les Français ont un large besoin de parler, de poser des questions et apprécient qu'on puisse leur apporter des réponses personnelles.

A ceux qui affichent des attitudes très individualistes, se désintéressant de la chose publique pour cause de bien-être personnel, il importe de rappeler combien la notion d'acquis reste passagère. En 1986, il n'a pas fallu un an à Chirac pour supprimer l'autorisation administrative de licenciement, pour revenir sur les nationalisations, pour faire disparaître l'impôt sur les grandes fortunes ou rétablir la loi liberticide "sécurité et liberté". Enfin, à ceux qui se montreraient sensibles aux caricatures de la gauche faites par les extrémistes façon Villiers, qui tentent de confondre leçons de morale et tapis déroulés à Le Pen, ne faut-il pas rafraîchir la mémoire sur les comportements de la droite au pouvoir, les affaires enterrées, les hommes disparus, les meurtrières ratonnades, les copains et les coquins jamais dénoncés... "Nous avons 400 jours pour gouverner, mobiliser et convaincre", assurait le premier ministre à la tribune de l'Assemblée, mardi dernier, avant de dénoncer les projets de régression sociale des droites. La mobilisation commence.

Lyne Cohen-Solal

■ IL Y A TRENTE ANS, ■ CHARONNE

Février 1962.

La guerre d'Algérie n'en finit pas de finir et sème ses graines amères de terrorisme, de violence et de mort.

Après de nombreux attentats revendiqués par l'OAS, qui font morts et blessés (dont la petite Delphine Renard, qui perdra un œil, dans l'immeuble de Malraux), diverses organisations de gauche appellent, le 8, à une manifestation à la Bastille.

Manifestation interdite par Frey et Papon, qui font charger les forces de l'ordre boulevard Voltaire. L'affolement précipite les manifestants dans la bouche du métro Charonne.

Le bilan est lourd : neuf morts, cent dix blessés et deux cent quarante-six parmi les policiers. L'enquête demandée par le ministre de l'Intérieur se terminera par un non-lieu...

■ INCONCEVABLE ET INTOLERABLE ■

Inconcevable et intolérable de lire dans le "Vendredi" n° 131 une lettre de lecteur inspirée par un antisémitisme grossier et outrageant, signée R. Gabory. Cette lettre a été reçue, comme d'autres du même genre, par notre rédaction, mais elle n'avait en aucune façon sa place dans nos colonnes. L'avoir laissée passer constitue une faute, seulement explicable par une erreur matérielle lors d'un bouclage particulièrement tardif. Elle a ainsi pu échapper à notre vigilance, ce qui ne nous excuse pas, bien sûr, car elle représente exactement ce contre quoi nous nous battons.

Est-il nécessaire de rappeler à tous nos lecteurs, ceux qui nous ont fait connaître leur répulsion et avec qui nous nous rangeons, ceux qui nous expriment leur "approbation" et que nous refusons de comprendre, que "Vendredi" a une ligne politique claire et simple : se battre avec vigueur et sans ambiguïté contre toutes les formes de racisme, d'antisémitisme, d'exclusion et de haine.

La rédactrice en chef et, avec elle, tous les journalistes, espèrent que personne, si peu que ce soit, ne soupçonne "Vendredi" d'avoir la moindre bienveillance à l'égard de ce genre de pensée et demandent à leurs lecteurs d'accepter leurs excuses pour cette bévue. **L. C.-S.**



la droite s'enlise

La droite ne tire pas profit des difficultés des socialistes.
Ses divisions devraient s'accroître lorsqu'elle préparera son programme pour les législatives.
Les socialistes, eux, pourront se battre sur un bilan très honorable.

Une fois de plus, la droite a fait la démonstration qu'il n'existe pas de majorité de rechange.
Sa motion de censure a été repoussée mardi. De la peu glorieuse affaire Habache, l'opposition ne retire aucun avantage. D'une manière plus générale, elle ne bénéficie pas de l'impopularité qui frappe le pouvoir et les socialistes depuis plusieurs semaines. Les dernières élections partielles et les sondages relatifs aux régionales, notamment en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Rhône-Alpes, prouvent que la droite s'affaiblit au profit du Front national. Manifestement, le RPR et l'UDF ne constituent pas une solution de rechange attractive et crédible.
C'est bien là son problème et, au-delà, celui de la démocratie dans ce pays. Car, par son inaptitude à capter les mécontentements et à s'ériger en force d'alternance, la droite contribue à l'émiettement des structures politiques. Un éclatement qui atteindra son paroxysme à l'occasion des élections régionales et remettra certainement à l'ordre du jour la question du mode de scrutin. Faudra-t-il conserver un système majoritaire qui exclue une frange croissante de l'électorat ou s'orienter vers un système proportionnel qui assure une plus fidèle représentation des courants politiques mais risque d'amoindrir la stabilité des institutions ?
Réponse vraisemblablement après le scrutin de mars.



En attendant, la droite, incapable de mettre fin à sa guerre des chefs et, surtout, de renouveler ses responsables nationaux ou locaux, s'enfonce dans un conservatisme qui provoque des impatiences et des insatisfactions se traduisant par la multiplication de listes dissidentes pour les régionales. C'est notamment le cas en Midi-Pyrénées. Mais aussi en Champagne-Ardenne où, sous la bannière socio-professionnelle, les "quadras" de droite s'efforcent de s'émanciper. Dans le Bas-Rhin, Adrien Zeller, député-maire centriste de Saverne, dépité de ne pas conduire la liste de l'UPF, a décidé de faire cavalier seul. Même démarche de Martine Daugreilh, député RPR des Alpes-Maritimes, qui a décidé de monter sa propre liste, faute d'avoir trouvé sa place sur celle de l'UPF.
Les divisions dans lesquelles s'empêtre la droite pourraient compliquer singulièrement sa tâche à l'issue de sa victoire annoncée aux prochaines régionales. La constitution de majorités dans les conseils régionaux risque de plonger RPR et UDF dans de profondes difficultés, accentuées dans les cas où l'appoint du Front national sera indispensable.

UNE PHASE DOULOUREUSE

Quel que soit le résultat de ces échéances, les divisions de la droite ne vont faire que s'aviver jusqu'en 1993. La tentative assez pitoyable de Giscard pour appeler à une "autodissolution" de l'Assemblée n'a recueilli qu'un refus hautain de l'étoile montante du RPR, Edouard Balladur. En outre, les différentes composantes de l'opposition sont loin d'être unanimes sur des questions de fond comme l'extrême droite, la protection sociale, le rôle de l'Etat, l'Europe. Or, à l'approche des législatives, il va bien falloir rédiger un programme, formuler des propositions aux Français. Une phase qui risque d'être fort douloureuse pour la droite.
C'est peut-être la réflexion que devaient se faire les députés de l'opposition en écoutant les discours d'Edith Cresson et de Laurent Fabius, à l'Assemblée, lors de la session extraordinaire du Parlement, le 7 février. En rappelant le bilan de la gauche depuis 1981, le premier ministre et le premier secrétaire du PS ont démontré que si le pouvoir avait connu certains échecs, notamment en matière d'emploi, il pouvait se prévaloir d'une politique de réformes fort honorable dans l'ensemble.
Les socialistes ont donc les moyens de se battre jusqu'aux élections législatives. "Il faut relever la tête", a lancé Edith Cresson avant d'ajouter : "La vérité c'est que, dans une phase de langueur économique mondiale, les choses vont mieux chez nous qu'ailleurs." Encore faut-il que les socialistes en soient eux-mêmes persuadés avant de convaincre leurs électeurs abstentionnistes de reprendre le chemin des urnes.

J.-P.B.

L'Ancolie

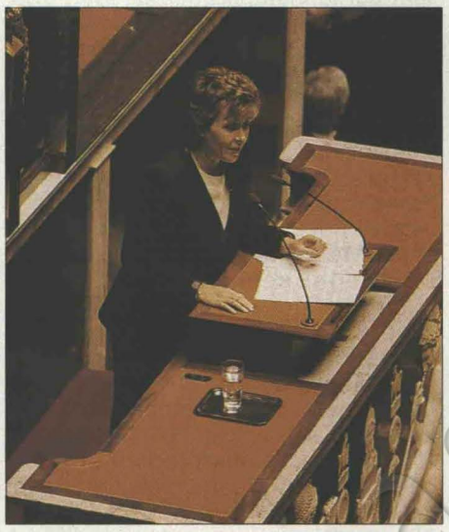
Jusqu'à ces derniers jours, jusqu'à la descente olympique de Val-d'Isère, j'avoue que j'ignorais ce qu'était une ancolie. Insecte ? Parfum ? Petite grippe ? Terme de marine ? Froissement d'un muscle ? Si on m'avait questionné sur ces trois syllabes, j'aurais hésité entre les réponses.
Or, voici que l'ancien champion suisse Bernhard Russi, dessinateur de descentes de ski, décide, pour épargner cette fleur, d'ajouter un virage au tracé prévu. La contrainte apporte une difficulté supplémentaire. La difficulté supplémentaire donne à la piste sa marque olympique. Franck Piccard y gagne dimanche dernier sa magnifique médaille d'argent.
Histoire véridique et, en même temps, beau conte. Succès pour le respect de l'environnement. On peut donc parfois sacrifier un tracé brutal à la préservation d'une fleur et, au total, on se retrouve gagnant.
Ne tirons pas de conséquences universelles d'une anecdote bucolique. Mais si ce respect pouvait s'étendre à d'autres domaines ! Si davantage de décisions pouvaient dépasser la seule logique de court terme ! J'ai appelé cela ailleurs l'écodéveloppement : un développement à la fois économique et écologique, à vrai dire le seul modèle de développement durable.
On part d'une fleur, on poursuit par des décisions avisées, on aboutit à une médaille olympique. C'est le chemin de l'Ancolie.

Laurent Fabius

ARGUMENTS DE CAMPAGNE

défendre le bilan de la gauche

Lors de son intervention à l'Assemblée nationale, le 7 février, Edith Cresson a défendu le bilan de la gauche depuis 1981. Une démarche judicieuse en ces temps de sinistrose et de débats. Comme le rappelait un peu plus tard Laurent Fabius, avec force arguments. Extraits du discours du premier ministre.



Depuis 1981, la gauche a voulu mettre nos concitoyens à l'abri de tous les régimes d'exception. Qui a supprimé la Cour de sûreté de l'Etat ? Qui a aboli les tribunaux militaires ? Ce sont des conquêtes que j'espère définitives comme l'abolition de la peine de mort. Volontairement, depuis 1981, la gauche a élargi le champ des libertés. Qui a permis aux radios libres de vivre ? Qui a libéré la télévision du carcan politique ? Qui a réglementé les écoutes téléphoniques dont la pratique non encadrée fut si longtemps tolérée ? C'est dans cette continuité que s'inscrit l'action de mon gouvernement, que ce soit la réforme du statut de la magistrature, la suppression de la double peine, le renforcement de l'aide juridique, l'achèvement de la rénovation du Code pénal. (...)

DEPUIS 1981, LA GAUCHE

Qui, en France, a fait voter une loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales ? Qui a entrepris de lutter contre le blanchiment de l'argent tiré des trafics illégaux ? Qui a institué le contrôle des marchés publics ? Qui a clarifié le régime des indemnités des élus ? Qui a proposé de rendre public le patrimoine des élus ? Des gouvernements de gauche.

Mais, aujourd'hui, la France doit aller encore plus loin. Je vous proposerai dans les prochaines semaines une réforme des règles de l'urbanisme commercial qui, bonnes dans leur principe, méritent d'être revues dans leurs modalités. (...)

Qui, en France, a jugulé l'inflation et rendu à nos entreprises la compétitivité de leurs prix ? Qui a restructuré, modernisé et adapté à la concurrence internationale le secteur public ? Qui défend aujourd'hui nos secteurs de pointe dans la grande tradition industrielle de notre pays ? Une seule réponse : la gauche.

Mais la France doit aller encore plus loin. Nous devons porter notre effort sur le développement des PME, comme j'ai commencé à le faire. (...)

Qui donc, depuis dix ans, a non seulement maintenu, mais amélioré la protection sociale de la France ? Qui donc sait, en même temps, mettre en place une politique contractuelle de maîtrise de la dépense ? Qui a enfin donné à chacun l'assurance d'un revenu minimal et d'une prise en charge active de son insertion ? Une seule réponse : les gouvernements de gauche. Mais la France doit aller plus loin.

Le programme de mon gouvernement pour les prochains mois est clair.

- Assurer une régulation contractuelle des dépenses de médicaments.
- Réussir de nouvelles négociations avec les professionnels de la santé.
- Amorcer le rééquilibrage structurel du système de retraite.
- Ajuster le revenu minimum d'insertion au vu de l'expérience acquise.
- Organiser une réflexion sur l'éthique dans le domaine de la santé. (...)

La France est une grande nation, prospère, avec un des niveaux de vie les plus élevés au monde. Il y a douze ans, par cours télévisés interposés, Giscard d'Estaing nous avait signalé notre rang de "puissance moyenne". Quelle ambition ! La gauche ne l'a pas voulu. Nous sommes restés une des grandes puissances de ce monde qui joue un rôle éminent malgré tous les bouleversements en cours.

- Une puissance militaire, la troisième au monde.
- Une puissance économique, nous avons le quatrième produit intérieur brut.
- Une puissance commerciale, la France est le quatrième exportateur mondial. Nos entreprises gagnent partout des parts de marché.
- Une puissance culturelle à travers l'organisation réussie de la francophonie qui réunit, à travers le monde, 46 pays.
- Enfin, nous sommes une puissance politique. Membre permanent plus que jamais respecté du Conseil de sécurité, la France poursuit sa mission de modération et d'apaisement des tensions mondiales. Cela s'est illustré la semaine dernière par la réunion du Conseil de sécurité au niveau des chefs d'Etat. Cette première a eu lieu sur initiative française.

LA FRANCE DOIT ALLER PLUS LOIN DANS LES REFORMES

Dans les conseils européens, la France a été à l'origine des grandes initiatives : le grand marché de 1993 ; l'adhésion réussie de l'Espagne et du Portugal dont Jacques Chirac ne voulait pas ; l'acte unique européen et le traité de Maastricht.

A Maastricht -et là-dessus vous devez accepter d'être consensuels devant l'histoire- la France a obtenu des objectifs prioritaires de négociation.

- Sur le plan politique, avec l'amorce d'une défense commune et une véritable politique étrangère.
- Sur le plan économique et monétaire avec l'engagement de voter à la majorité qualifiée en faisant sauter l'exigence britannique de l'unanimité pour la troisième phase de l'UEM.
- Sur le plan social, la France a enfin obtenu des engagements précis (sur les conditions de travail, la sécurité, l'hygiène, le travail des femmes, les droits des salariés) et un mode de décision à la majorité qualifiée.

■

■ LES APPELES ■ DANS LA GUERRE D'ALGERIE

Traumatisés, encore meurtris, des appelés et rappelés de la guerre d'Algérie témoignent. Ils plongent dans leur mémoire pour raconter leurs doutes, leurs peurs et leurs souffrances.

De ces récits, Bertrand Tavernier et Patrick Rotman ont tiré un film, diffusé mercredi sur FR3 dans "La Marche du siècle", et un livre (1). Il faut lire ces témoignages : le malaise de ce communiste relevant, parmi les blessés ennemis, un mineur de Saint-Etienne engagé aux côtés des Algériens contre l'armée française ; la vie brisée de cet amputé d'une jambe qui, aujourd'hui au chômage, ne parvient plus à trouver d'emploi ; l'internement en hôpital psychiatrique de cet homme qui, pendant des années, se réveillait, chaque nuit, obsédé par l'horrible spectacle de 150 cadavres sur un piton. Un livre salutaire qui raconte une des séquences les moins glorieuses de notre passé que ce pays a trop tendance à refouler.

J.-P. B.

(1) "La Guerre sans nom", LE SEUIL, 306 p., 110 F.

LE SOCIALISME ET SON HISTOIRE

concilier la réforme et le mouvement

L'histoire du socialisme est marquée par des permanences, qui expliquent mentalités militantes et comportements dirigeants. Dont "le long remords du pouvoir". C'est la thèse que développent Alain Bergounioux et Gérard Grunberg dans un livre bien venu, à l'heure où le Parti socialiste est confronté à un radical changement de situation.

Le Parti socialiste français s'est fondé, selon vous, sur une double exceptionnalité. En quoi consiste-t-elle ?

Alain Bergounioux et Gérard Grunberg. Le socialisme français entretient un rapport particulier avec la république et avec le mouvement syndical et ouvrier. Première exceptionnalité : le socialisme s'est constitué en tant que parti après la constitution de la république et l'institution du suffrage universel. Contrairement à d'autres partis européens, il s'est trouvé confronté à une culture politique déjà structurée par le clivage gauche-droite, républicain-antirépublicain. Seconde exceptionnalité : le socialisme s'est constitué à un moment où le syndicalisme français s'était donné une organisation, en 1895, avec la CGT et un corps de doctrine différent du socialisme parlementaire tel qu'il s'affirmait avec Guesde et Jaurès. Le parti français s'est trouvé tiraillé entre le pôle parlementaire et le pôle militant. Il n'avait ni la culture sociale-démocrate qu'on trouve dans d'autres pays européens ni les structures sociales-démocrates de parti de masse lié organiquement aux syndicats. Dès avant 1914, le Parti socialiste était un élément de la gauche mais jamais l'élément dominant. Il a toujours été en situation d'avoir à prouver sa légitimité.

L'unité du parti s'est affirmée à travers la synthèse jaurèsienne qui l'a marqué durablement et que vous caractérisez par un "évitement du pouvoir".

L'unité des socialistes et leur projet utopique passaient avant le pouvoir. Cet équilibre fragile impliquait un environnement qui est celui de 1905-1910 et qui ne va plus être celui de 1917, 1920 ou 1925. Contrairement à une idée répandue, les socialistes n'ont jamais entretenu de rapports aisés avec le pouvoir, ils l'ont exercé avec des remords.

Pourquoi, en un siècle, les socialistes ne sont-ils jamais arrivés à procéder à une révision idéologique ?

Dans les pays sociaux-démocrates, la révision a été possible parce que le parti socialiste, représentatif de forces sociales, pouvait jouer un rôle évident dans la société. Le Parti socialiste français a toujours été trop fragile pour avoir la certitude de représenter des forces sociales. L'autre élément de cette exceptionnalité, "le sinistrisme républicain" fait qu'apparaît toujours des partis à votre gauche, dans une sorte de surenchère. La naissance et le développement du Parti communiste ont renforcé la nécessité de s'affirmer comme un vrai parti socialiste et non pas comme un parti révisionniste.

Guy Mollet, dans l'imagerie populaire, est le symbole même du révisionniste et de l'opportuniste. Mais il n'a jamais voulu réviser la doctrine et a toujours affirmé sa fidélité au marxisme. Pratiquer une révision, c'était toucher à l'identité doctrinale, au pouvoir dans le parti et à la représentation que se faisait d'eux-mêmes les militants. C'est ce qui explique que toutes les tentatives de révision jusqu'au congrès de l'Arche de décembre 1991 aient toutes échoué. Il a fallu attendre la longue épreuve du pouvoir pour que cette révision apparaisse indispensable.

Eviter le pouvoir n'est-ce pas un réflexe qui concerne l'ensemble de la gauche ?

Oui. Avec des exceptions : les républicains opportunistes ont essayé de penser clairement avec Ferry ce que pourrait être un gouvernement en tant que tel. Léon Blum disait au procès de Riom : "J'ai joué un rôle singulier dans la vie politique. J'ai évité le plus longtemps possible le pouvoir." Mais il est arrivé un moment où ce n'était plus possible, le Parti socialiste français a dû affronter cette épreuve du pouvoir, mais toujours avec le désir de le quitter. Avec François Mitterrand, le parti d'Epinay a partiellement déplacé la contradiction ancienne. Il a tenté de réconcilier le socialisme avec le pouvoir en lui donnant comme but fondamental la prise du pouvoir, en essayant d'assimiler le socialisme aux institutions de la Ve République, en acceptant la logique de la présidentialisation.

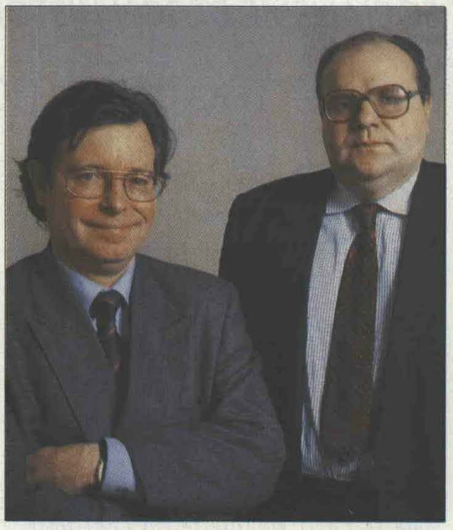


◀ *Jean Jaurès à la Chambre des députés : interpellation sur la crise viticole dans le Midi de la France ("L'Illustration", 1907).*

La force et la faiblesse de l'adaptation mitterrandienne, c'est qu'il l'a fait en maintenant la doctrine traditionnelle. Après une longue période d'exercice du pouvoir, les socialistes s'interrogent à nouveau sur la finalité de cet exercice mais dans des conditions nouvelles qui, correspondant avec la fin du cycle d'Epinay, n'amènent pas une réédition à l'identique.

Vous dites que c'est parce que François Mitterrand n'était pas issu des rangs socialistes qu'il a amené les socialistes au pouvoir.
François Mitterrand, étranger par ses origines à l'identité socialiste profonde, a pu avoir une conception dépassionnée des rapports avec le Parti communiste, une conception plus instrumentale du parti, contrairement à Jaurès, Blum, Mollet, Savary pour qui le parti était l'essentiel.
Mitterrand avait fait le seul pari praticable dans ce qui était la gauche française en 1971 : combiner la nouveauté de devenir un parti de gouvernement et la tradition de refondation sur une ligne de gauche et de rupture. On renonçait encore une fois à un socialisme français cohérent, mais on est bien obligé de reconnaître que son pari initial a été tenu : le Parti socialiste est redevenu un grand parti, il est arrivé au pouvoir. Mais, aujourd'hui, ce mode d'adaptation n'est plus tenable.

Pourquoi aujourd'hui l'évitement du pouvoir est-il devenu impossible ?
D'abord, il y a l'effondrement du marxisme et du communisme. Le positionnement entre communisme et social-démocratie, qu'avaient adopté les socialistes français, a explosé.
Désormais, les partis socialistes se revendiquent plus ou moins ouvertement comme sociaux-démocrates. La disparition du communisme l'oblige à se situer par rapport au libéralisme. Enfin, très ancrée dans notre pays, l'idée républicaine est amenée à évoluer face à la construction européenne, à l'émergence d'autres modèles démocratiques, aux questions de l'insertion des immigrés, de l'école. Beaucoup de repères se sont déplacés ou effacés. Le PS doit retrouver ses marques dans un système en complète mutation. Malgré ses difficultés, il continue d'occuper l'espace de la gauche.
De crise en crise, de refondation en refondation, le PS a toujours manifesté une remarquable force d'adaptation. Il a pu capter des courants sociaux en ascension, réunir des majorités électorales différentes. Des grandes familles de gauche présentes au début du siècle, comme le radicalisme et le communisme, le socialisme est le seul à subsister. Le défi qu'il doit relever est plus ample que ceux qu'il a connus dans le passé. Mais, compte tenu de sa position dans la vie politique française et dans l'histoire idéologique de ce pays, il a la possibilité de redéfinir une doctrine qui assure une réconciliation avec le pouvoir.



▲ *Gérard Grunberg et Alain Bergounioux.*

On a l'impression que vous regrettez que le PS n'ait jamais été un parti social-démocrate. Peut-il aujourd'hui le devenir réellement dans l'état actuel de dégradation des structures politiques et syndicales de la gauche ?
Nous n'avons pas exprimé un regret mais un constat. Cette impossibilité de disposer des structures sociales-démocrates est dans la matrice originelle du socialisme français. Il ne faut donc pas le déplorer. La social-démocratie n'est pas un modèle qu'on importe mais le produit empirique de structures politiques, syndicales, d'expériences politiques accumulées.
Le PS peut devenir un parti plus lié aux activités sociales mais il ne faut pas penser pouvoir construire une réalité sociale-démocrate en France. D'ailleurs, actuellement, le modèle social-démocrate connaît des difficultés en Europe. Pour les socialistes français, il s'agit donc de partir des réalités de la société française et non pas d'adopter des recettes venues de l'étranger.

Le mouvement écologiste n'essaie-t-il pas de récupérer l'utopie dont était porteur le PS tout en évitant le pouvoir ? N'est-il pas guidé à son tour par une surenchère à gauche que vous appelez le sinistrisme ?
S'il ne relève pas du sinistrisme traditionnel, on ne peut écarter l'hypothèse que le mouvement écologiste joue ce rôle. Beaucoup d'écologistes, ont tendance à la radicalité, et la volonté de remplacer des mythes usés par ceux relatifs à l'environnement, au désarmement, etc.
Ce phénomène oblige le PS à s'interroger. Doit-il s'inspirer en partie de doctrines exprimées à l'extérieur pour se refaire un corps de valeur avec une dimension utopique ? Et alors, il lui faut réfléchir sur l'écologie qui pourrait devenir un élément à part entière du système de référence socialiste. Ou bien le PS doit-il, comme dans le passé, essayer de retrouver en lui-même sa propre identité ?

Votre livre ne démontre-t-il pas, de manière implicite, que la France a toujours été ballottée entre le conservatisme et le révolutionnarisme, et que la culture réformiste n'y existe pas ?
C'est exact. En France, rien n'est jamais fixé, car nous avons une culture du mouvement, notamment à gauche. Nous pensons toujours que nous ne ferons évoluer les choses que par des changements fondamentaux. La réflexion réformiste n'y a jamais été très poussée. La gauche française a toujours émis un doute sur l'intérêt de la réforme. C'est pourtant le défi d'aujourd'hui.
Ce pays a toujours été ballotté entre le conservatisme et le révolutionnarisme mais, dans la pratique, le réformisme a façonné la société française et n'a jamais gagné totalement sa dignité. Le vrai travail, pour le PS, consiste à essayer de concilier la réforme et le mouvement. C'est possible, car les grandes réformes supposent une véritable coopération des acteurs administratifs, privés, associatifs, syndicaux. Il faut mettre cette société en mouvement et redonner un espoir social.

Par rapport au républicanisme, le socialisme est né de la pertinence de la question sociale. Cette pertinence existe-t-elle encore aujourd'hui ou bien les clivages se sont-ils déplacés ?
Le socialisme français est né du conflit entre monde ouvrier et bourgeoisie. Cet antagonisme est resté central très longtemps et a permis d'identifier des électeurs et les partis qui les représentaient : le PS et le PC. Aujourd'hui, d'autres clivages, comme l'immigration, les valeurs culturelles se sont surajoutés. Effacent-ils l'opposition originelle ?
Si c'est le cas, il faut s'interroger sur la pertinence de l'existence du socialisme. En fait, le clivage primordial dans une société industrielle, à savoir le partage entre salaire et profit, demeure. Mais il ne suffit plus pour constituer une majorité électorale. Aux Etats-Unis, il n'y a pas d'antagonisme central. Les majorités républicaines ou démocrates se forment par l'addition d'une dizaine de clivages.
En France, le défi pour le PS est de greffer, autour du clivage salaire-profit, d'autres oppositions pertinentes. La tâche des partis socialistes au pouvoir est d'autant plus compliquée qu'ils sont amenés à jouer en partie le jeu du patronat, car ils estiment que c'est nécessaire à long terme pour créer des emplois. Ils sont alors victimes d'une distanciation avec leur base sociale et électorale. Mais il serait hasardeux d'en déduire que cela pourrait aboutir, en France, à un divorce définitif entre le PS et les forces sociales qui le soutiennent car le clivage central existe et le socialisme français a les capacités d'une nouvelle adaptation.

Propos recueillis par Jean-Pierre Bedeï et Bernard Chaouat

"Le Long Remords du pouvoir", Fayard, 502 p., 180 F.

les plus de 45 ans jetés par les entreprises

Si les plus jeunes forment les gros bataillons du chômage, les plus âgés y restent longtemps et sans beaucoup d'espoir. Injustement traités par le patronat, ils devraient être aidés bientôt par le gouvernement.

Sur eux repose la chape du silence. Comme si tout le monde préférait les oublier. Car ils dérangent. Pas de chance pour eux, ils sont pour ainsi dire pris en sandwich. Entre plus jeunes et plus vieux. Entre deux grandes causes nationales.

Quantitativement, ils ne pèsent pas lourd, les 382.700 chômeurs de plus de 50 ans enregistrés en décembre dernier. Ils passent presque inaperçus à côté des 666.400 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans et des 1.777.800 chômeurs de 25 à 49 ans. Ce sont des (relativement) vieux, mais ils ne le sont pas assez. Car on se préoccupe aussi des encore plus âgés, de ceux qui sont déjà à la retraite et dont on mesure les risques de dépendance. Pour l'emploi, on pense aux plus jeunes. Pour les difficultés liées à l'âge, on pense aux plus vieux. Et on a raison de penser aux uns et aux autres. Mais eux sont les laissés-pour-compte de l'emploi et de la solidarité. Injustice suprême, ce seront eux qui seront bientôt en première ligne des probables sacrifices que l'on va demander aux actuels actifs pour leur future retraite. Alors qu'ils risquent fort de n'être plus jamais actifs.

L'étau se resserre sur eux depuis longtemps : de 82,5% en 1970, le taux d'activité des hommes de 55 à 59 ans n'était plus que de 68,1% en 1989. Et pourtant. On savait déjà que le nombre d'actifs de plus de 50 ans s'était réduit avec l'abaissement de l'âge de la retraite et la montée en force des préretraités : de 82,5% en 1970, le taux d'activité des hommes de 55 à 59 ans était seulement de 68,1% en 1989. On savait aussi que, depuis plusieurs années, les plus de 50 ans avaient l'habitude, silencieusement, de constituer le gros des bataillons des plans sociaux par le biais des mesures d'âge (licenciements, préretraités, départs volontaires "aidés"). Déjà, des voix s'étaient élevées pour rappeler aux entreprises, indépendamment de tout discours moralisateur, qu'elles ne pouvaient pas se séparer impunément de la source même de leur mémoire et de leur savoir-faire que sont les plus âgés et qu'ensuite elles le payaient lourdement, et longtemps. Jean-Pierre Soisson, puis Martine Aubry ne s'en sont pas privés, avec une donnée nouvelle introduite par la seconde : les licenciements de travailleurs âgés coûtent cher à la collectivité.

LE NOYAU DUR DU CHOMAGE LONGUE DUREE

C'est tout récemment, en effet, qu'on s'est aperçu que les plus de 45 ans fournissent, aussi, le gros des chômeurs de longue durée. Un noyau dur que l'embellie de ces dernières années n'a pas réussi, ou si peu, à entamer et qui se durcit avec l'attente, toujours repoussée, de la reprise. Un an après leur inscription à l'ANPE, 52% des plus 50 ans sont encore chômeurs alors que c'est le cas de 30% de ceux qui commencent à pointer, quel que soit leur âge. Le phénomène est d'autant plus inquiétant qu'il prend en tenaille de plus en plus de monde : c'est dans la tranche des 40 à 49 ans que la progression du chômage de longue durée a été la plus forte en 1989, avec 5,8%.



▲ *53 ans, l'âge de tous les dangers.*

■ QUAND CESSENT ■ LES VIREMENTS DE L'ASSEDIC...

Le 22 octobre 1985, l'entreprise lyonnaise qui emploie Paul met la clef sous la porte. Il a alors 52 ans. "J'ai cherché du travail de tous les côtés mais, dès que je disais mon âge, ça ne collait plus. Je n'ai jamais rien retrouvé, ni dans ma spécialité, la facturation de liqueur, ni dans d'autres secteurs. L'ANPE ne m'a jamais appelé pour une place. Le vide, quoi." Paul attend la retraite, avec inquiétude : "Je touchais 2.000 F par mois. J'ai 59 ans et, depuis octobre 1991, les Assedic ne me versent plus rien. Je ne vais rien toucher pendant un an, jusqu'à ma retraite. Ce n'est pas rentable..."

C.L.

■ L'ANGOISSE DE LA PRERETRAITE ■

Alfred est cadre dans une compagnie d'assurance à Vénissieux (69). Il a 56 ans. Depuis dix-sept ans, il occupe la fonction de directeur d'agence. Mais sa compagnie est actuellement en pleine restructuration. "Je crains pour mon poste. Il est probable que, dans le souci de limiter les frais généraux, ma société mette les cadres de mon âge en préretraite". Il insiste : "Je suis conscient des enjeux que représente une restructuration avec, notamment, la mise en place de nouveaux produits. Il faut coller aux besoins du marché, rester dynamique. Je n'aurai pas vraiment le choix. On ne me proposera pas un autre poste : ça coûte cher de reformer un cadre de 56 ans. Ce n'est pas rentable pour la société. Et puis, je me demande si je voudrai suivre une formation, occuper une autre fonction. Est-ce que j'en serai capable ?" Pour Alfred Laborde, la préretraite sera un véritable changement de vie. "Mon niveau de vie va baisser. J'ai peur de perdre une sorte de statut, d'identité sociale, peur de perdre le contact. Aucune autre entreprise ne voudra s'embarrasser d'un cadre de 56 ans. Aujourd'hui, les jeunes arrivent sur le marché du travail avec un niveau supérieur à celui que nous avions..." Il songe à sa préretraite avec une certaine angoisse. "J'essaie d'envisager la situation, de me trouver des occupations, mais je sais déjà que la préretraite sera une rupture..."

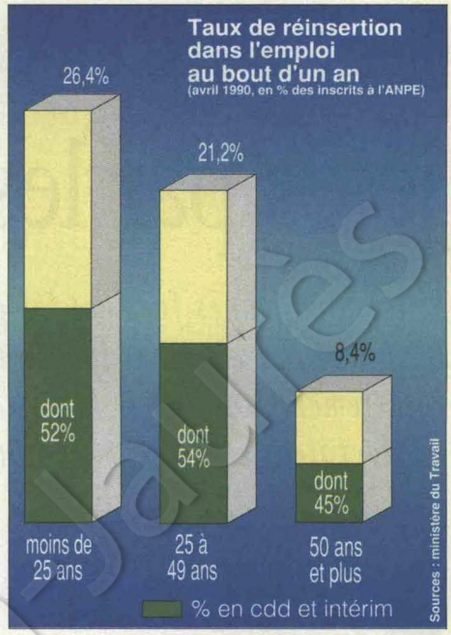
C.L.

■ LE CHOMAGE APRES 50 ANS : LA GALERE... ■

Jeanine travaillait comme agent de maîtrise dans une entreprise de prêt-à-porter, dans la région stéphanoise. En 1978, elle est licenciée pour des raisons économiques. Elle investit aussitôt sa prime de licenciement dans la création d'une coopérative mais le marché de la couture flanche et, en 1983, c'est le dépôt de bilan. De 1983 à 1988, Jeanine alterne les petits boulots et les inscriptions à l'ANPE. Aujourd'hui, elle a 55 ans. Depuis 1988, elle n'a plus jamais retravaillé. "Je touche 2.010 F par mois, mais jusqu'à quand ?" Jeanine est inquiète.

"J'ai bien essayé de suivre des stages de formation avec l'ANPE, j'ai rempli des dossiers, mais cela n'a jamais abouti. La formation, c'est pour les jeunes. A partir d'un certain âge, l'ANPE ne nous aide pas trop... Jamais de proposition de travail, pas de contacts." Jeanine est amère. "Les lettres de candidature n'ont jamais de réponse et, quand il y a une place, les patrons piochent dans les 30-45 ans. Il ne nous reste plus qu'à pointer..."
Pour ne pas trop perdre son temps, Jeanine s'est engagée bénévolement dans l'association Solidaire chômeurs-Loire. "Tous les chômeurs qui ont plus de 50 ans, sont bien conscients que leur âge est un handicap puis, lorsque l'on reste plusieurs années sans travailler, on appréhende toujours un peu de retrouver une activité. On se sent dévalorisé."
L'avenir préoccupe Jeanine. "J'ai regardé dans d'autres branches professionnelles que la mienne mais, partout, on préfère embaucher une personne plus jeune. Et, âgée de 50 ans, il n'est pas facile de changer de région, de quitter sa ville. Alors, on galère..."

C.L.



En 1991, le nombre des hommes de plus de 50 ans devenus demandeurs d'emploi a augmenté de 10,4% : cette année-là, les licenciements économiques les ont plus particulièrement touchés, avec une aggravation de 25,7%.
Quelle que soit la tranche d'âge à partir de 45 ans, on s'aperçoit qu'elle est prise en tenaille par un facteur ou un autre. Il semble bien en fait, en tout cas d'un point de vue statistique, que, aujourd'hui, c'est à 53 ans que tout peut basculer et que, quand ça bascule, ça fait très mal.
Selon une étude menée par quatre chercheurs de l'université de Nanterre portant sur la totalité des inscrits à l'ANPE dans l'année 1986, et suivant leurs itinéraires pendant trois ans, les hommes de 20-50 ans qualifiés retrouvent du travail de façon importante ; ceux de 46-50 ans non qualifiés et de 51-53 ans qualifiés en retrouvent déjà beaucoup moins (15% d'entre eux sont toujours chômeurs au bout des trois ans) ; les femmes de 47-53 ans et les hommes de 51-53 ans non qualifiés encore moins avec 25% de chômeurs au bout de trois ans. Après 53 ans, la reprise d'un travail est on ne peut plus aléatoire et on note aussi l'importance des arrêts de recherche de travail par découragement.
Et nos quatre chercheurs de conclure : "L'âge est le plus important des facteurs individuels pour rendre compte des différences entre durées de chômage." Plus important, pour parler crûment, que les critères sexe et qualification. Dans un autre langage, l'INSEE ne dit pas autre chose dans une étude sur les chômeurs de longue durée, sur la même période, parue il y a un an : "Pour retrouver un emploi, l'âge est déterminant : 49% des jeunes de moins de 25 ans, sans emploi au départ, sont pourvus d'un emploi en fin de période, contre à peine 11% des plus de 49 ans." Autre chiffre qui donne froid dans le dos : en avril 1990, alors que 26,4% des moins de 25 ans avaient retrouvé un emploi après un an de chômage, et 21,2% des 25-49 ans, seulement 8,4 % des 50 ans et plus travaillaient à nouveau. Mais de façon précaire : 45% d'entre eux n'avaient réussi à décrocher qu'un emploi intérimaire ou à durée déterminée. Nous y reviendrons plus longuement dans un prochain numéro.

Monique Grima

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... BREF... EN BREF... BREF... EN

■ **Les automobiles coréennes vont arriver en France à partir du second semestre 1992. Le marché unique (1er janvier 1993), rendait leur importation inévitable.**

■ Le nombre des faillites a augmenté de 45% en 1991 en Grande-Bretagne.
Selon une enquête du patronat britannique, la reprise n'est pas pour demain.

■ **Les syndicats de l'INSEE protestent contre la publication, à partir de septembre, d'enquêtes trimestrielles sur l'évolution de l'activité, de l'emploi et du chômage selon les critères du Bureau international du travail, plus restrictifs que ceux de l'ANPE.**

■ La France n'a pas été très sage en matière énergétique en 1991.
Elle n'a pas réalisé d'économies, contrairement aux années précédentes.
La consommation a augmenté de 1,6%, plus que le PIB (1,4%).

■ **27.000 jeunes ont déjà bénéficié, depuis le 15 octobre, de l'exojeune. Cette mesure exonère de charges sociales l'embauche d'un jeune sans qualification.**

■ Troisième semaine de la presse à l'école du 30 mars au 4 avril.
Au programme de la manifestation, organisée par le ministère de l'Education nationale, le ministère de la Communication et le CLEMI (Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information) : fabrication de journaux lycéens, débats avec des professionnels...
Comme l'an dernier, les groupes de presse mettront dans les kiosques des journaux gratuits à la disposition des enseignants.
Renseignements : 3614 Edutel Presse.

■ **Une nouvelle troisième à la rentrée 1992. Destinée aux élèves en difficulté, la 3e d'insertion bénéficiera d'effectifs réduits -une quinzaine de jeunes- d'un enseignement en alternance et d'un emploi du temps très souple.**

■ Résultats globalement stables aux élections de représentants des parents d'élèves : 35,56% des voix dans les écoles, 57,22% dans le second degré pour la FCPE, 8,21% et 27,32% pour la PEEP.
Seul phénomène notable, l'augmentation des associations locales et des groupements de parents.

■ **"Télescope" : un nouvel hebdo de télévision pour les enseignants, conçu par le CNDP (Centre national de documentation pédagogique) et "Télérama". Objectif : aider les enseignants à utiliser davantage l'audiovisuel. Abonnement : 200 F par an.**

■ Journée nationale de manifestation du SNES le 4 avril. Le premier syndicat de professeurs de lycée poursuit son action contre "les réformes qui détériorent la qualité et les conditions de formation des élèves".

■ **Jacques Kerhoas, le fondateur des classes de mer, vient de mourir. Créées en 1964, les classes de mer accueillent chaque année 75.000 enfants.**

■ Une école pilote pour les migrants non francophones à Mulhouse.
Né de la collaboration du rectorat, de la mairie et du fonds d'action sociale, l'Espace Alpha offrira aux jeunes un premier apprentissage du français avant qu'ils n'intègrent les classes d'adaptation classiques.
Parallèlement, un centre d'insertion professionnelle par alternance accueillera les 16-18 ans.

Suite du tour de France des régions à cinq semaines des élections régionales et cantonales.

Aujourd'hui, Poitou-Charentes, Pays de la Loire, Limousin.

POITOU-CHARENTES

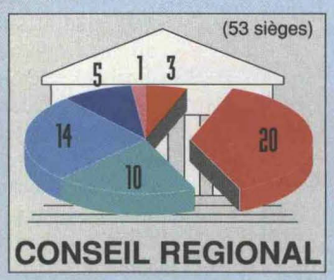


Résultat politique de cet émiettement : les villes y sont pour la plupart de gauche mais les cantons majoritairement de droite. Conséquence encore : la coalition RPR-UDF détient la majorité dans les quatre départements et à la région. Un rapport de force difficilement réversible. Et pourtant, aux élections nationales, le PS est toujours majoritaire et les députés de gauche plus nombreux que ceux de droite.

Situation contrastée. En Charente, dans les rangs socialistes, l'arrivée tardive de Sylvie François, secrétaire nationale adjointe à l'Education, comme tête de liste pour les régionales ne semble pas se passer facilement. Les dissensions entre courants, au sein des courants, et entre les différentes personnalités, sont telles qu'une liste dissidente a vu le jour. S'ajoute "l'affaire Boucheron", du nom de l'ancien maire socialiste d'Angoulême, impliqué -pour des raisons personnelles- dans une affaire de malversations financières, qui alourdit le climat local. Guy Verdier, premier secrétaire fédéral, résume la situation d'une formule : "Depuis six mois, nous sommes dans les plus grandes difficultés. Ici, c'est un peu Dallas." Difficile, dans ce marasme, d'espérer maintenir le même nombre d'élus.

Autre département, autre son de cloche : les Deux-Sèvres, où Ségolène Royal a réussi en 1988 à enlever un siège de député dans une circonscription traditionnellement à droite. Là, François Panen, premier fédéral, est optimiste. Non que le rapport de forces soit favorable, bien que "quelques surprises soient possibles", mais la locomotive Ségolène semble bien entraînante. Après la récente visite du président de la République, venu annoncer le soutien de l'Etat pour une opération de sauvetage du Marais poitevin, une des lignes fortes de la campagne des socialistes est trouvée : "L'environnement, c'est nous", peuvent-ils affirmer.

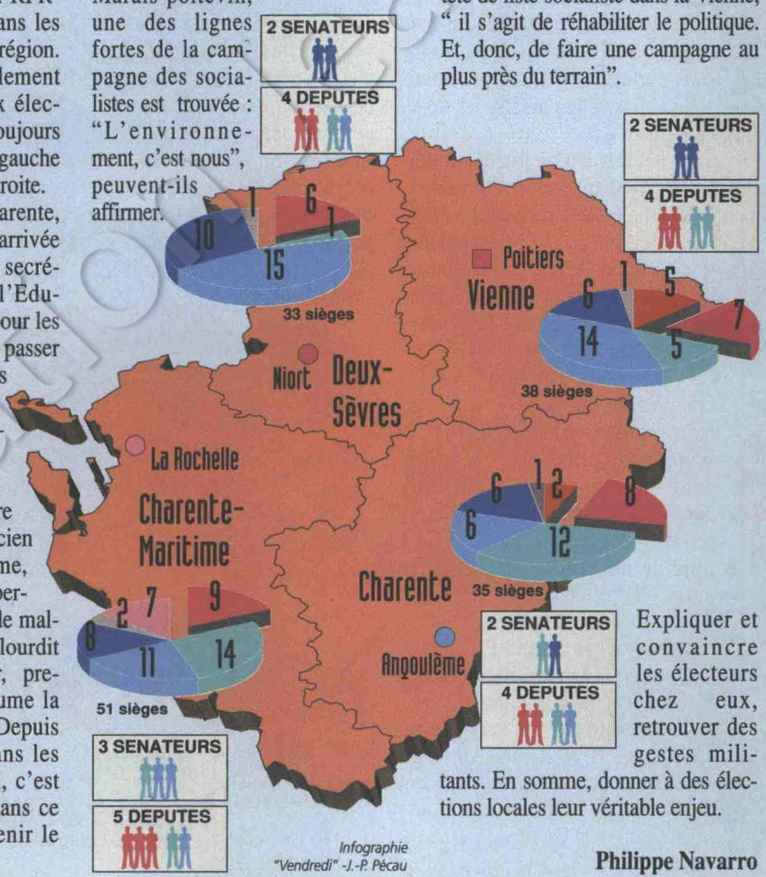
Deux personnalités socialistes de premier plan participent activement à la campagne : Edith Cresson, candidate dans un canton de Châtellerault, une nouvelle fois sur le terrain, et Philippe Marchand, tête de liste pour les régionales en Charente-Maritime. Là encore, les perspectives d'emporter une majorité aux conseils généraux sont faibles mais les droites sont fortements divisées. Pas moins de neuf listes seront présentes en Charente-Maritime, dont deux étiquetées "socio-professionnelles". Comme le souligne Alain Claeys, tête de liste socialiste dans la Vienne, " il s'agit de réhabiliter le politique. Et, donc, de faire une campagne au plus près du terrain".





Notables de droite dans une région, qui vote à gauche. Le Premier ministre, Edith Cresson, sortante, fait campagne.

"Charentes-Poitou, la tradition du goût". La formule est tellement connue qu'elle pourrait presque faire partie du patrimoine national. Elle semble en tout cas, aujourd'hui encore, le seul élément fédérateur d'un territoire, qui est une région à part entière mais semble ne pas le savoir. Coincé entre les Pays de la Loire et l'Aquitaine, Poitou-Charentes est un espace fortement enclavé, à dominante rurale et agricole, où les "micro-régions" se succèdent et où aucune ville n'arrive à s'imposer comme capitale régionale.



Infographie "Vendredi" -J.-P. Pécau

Expliquer et convaincre les électeurs chez eux, retrouver des gestes militants. En somme, donner à des élections locales leur véritable enjeu.

Philippe Navarro

Source : INSEE	CHARENTE	CHARENTE-MARITIME	DEUX-SEVRES	VIENNE	REGION
Population (habitants)	341.993	527.146	345.965	380.005	1.595.109
Variation recensement 1982→1990	+ 0,36 %	+ 2,71 %	+ 0,93 %	+ 2,30 %	+ 1,71 %
PIB / habitant en F (France : 108.700)	96.000	77.900	89.800	88.400	86.900
Chômage 3e trim. 1991 (France : 9,6 %)	10,6 %	13,1 %	9,3 %	10,2 %	11,0 %









De haut en bas : Jean Reyrat (CHARENTE) ; Philippe Marchand (CHARENTE-MARITIME) ; Ségolène Royal (DEUX-SEVRES) ; Alain Claeys (VIENNE).

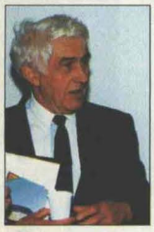


PAYS DE LA LOIRE

Un conservatisme bon teint, malgré les divisions et provocations de la Vendée façon de Villiers, tel est le paysage des Pays de la Loire. Le PS veut réveiller cette Belle au bois dormant.









▲ *De haut en bas : Claude Evin (LOIRE-ATLANTIQUE) ; Jean Monnier (MAINE-ET-LOIRE) ; Roland Becdelièvre (SARTHE) ; Jacques Auxiette (VENDEE).*

Le Front national y est très en-dessous de sa moyenne nationale et devrait le rester. Les communistes n'y ont jamais brillé, à l'exception de la Sarthe où joue l'aura du maire dissident du Mans, Robert Jarry.

La grande inconnue sera le résultat des écologistes (Verts et Génération Ecologie). Aux européennes de 1989, Waechter dépassait les 10%.

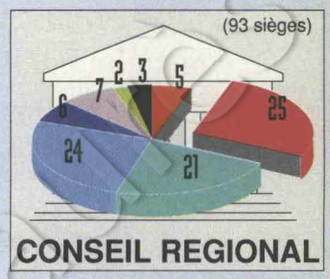
Un homme, O. Guichard, incarne cette région modérée aux contours incertains ("la région Pays de la Loire -en dépit de son appellation géographique- est l'une de celles dont la création a le plus déconcerté les géographes", écrit Yves Lacoste). Ce géant féodal, pour qui l'expression "baron du gaullisme" semble avoir été inventée, règne sans partage sur la région depuis 1974. Mais, l'âge aidant, les appétits des successeurs possibles s'aiguisent. En Vendée, notamment, où l'un des prétendants, P. Mestre, est tête de liste. Le président de son comité de soutien, P. de Villiers, retors et extrémiste, n'apprécie guère la liste canonique et BCBG qui a recalé les jeunes loups ultras de sa mouvance.

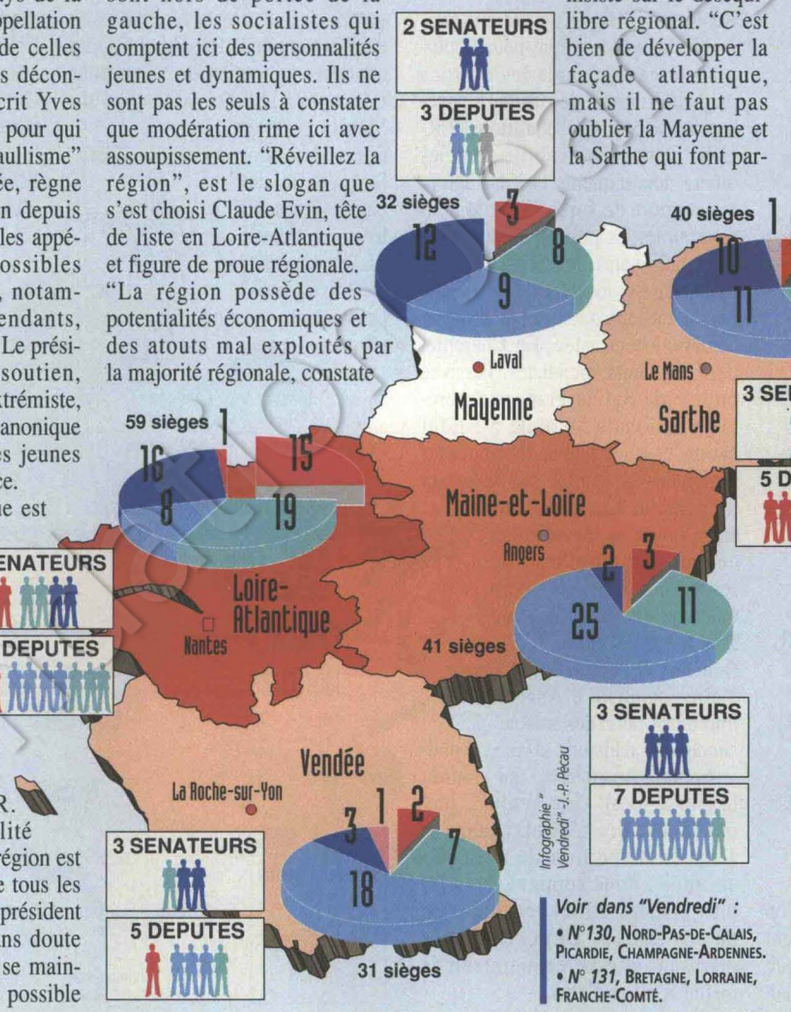
La configuration politique est compliquée par le non-renouvellement du président du conseil général de la Loire-Atlantique, sur fond de lutte âpre entre l'UDF et le RPR (qui tente de placer le député de la Sarthe F. Fillon et l'Angevine R. Bachelot). La personnalité d'O. Guichard fait que la région est sous tutelle RPR alors que tous les conseils généraux ont un président UDF. Une des raisons sans doute pour lesquelles Guichard se maintiendra le plus longtemps possible malgré les rumeurs insistantes voulant qu'il passe la main en cours de mandat.

Si le conseil régional, comme d'ailleurs les conseils généraux, sont hors de portée de la gauche, les socialistes qui comptent ici des personnalités jeunes et dynamiques. Ils ne sont pas les seuls à constater que modération rime ici avec assoupissement. "Réveillez la région", est le slogan que s'est choisi Claude Evin, tête de liste en Loire-Atlantique et figure de proue régionale. "La région possède des potentialités économiques et des atouts mal exploités par la majorité régionale, constate Richard David, chargé de mission à la Fédération des élus. Le social est délaissé, notamment dans le domaine du logement. Roland Becdelièvre, tête de liste en Sarthe, insiste sur le déséquilibre régional. "C'est bien de développer la façade atlantique, mais il ne faut pas oublier la Mayenne et la Sarthe qui font partie du Bassin parisien." Les socialistes savent que la campagne sera difficile, l'élection de justesse de Claude Evin dans une législative partielle et le ressassement de l'affaire Urba dans la Sarthe donnant un aperçu de leurs handicaps. Mais ils ne sont pas démoralisés pour autant. "Les gens sont un peu lassés de ce climat médiatique, affirme Jean-Louis Berland, premier secrétaire fédéral de Vendée. Ils attendent des réponses sur leur vie quotidienne et je ne suis pas pessimiste quant à la mobilisation."

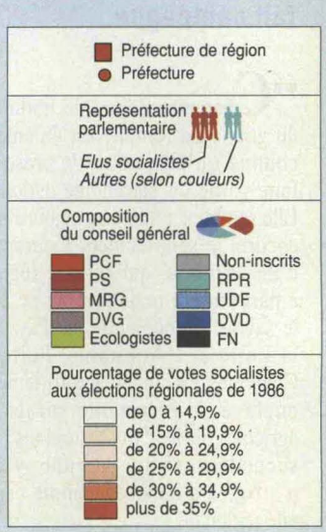
Le succès d'un banquet républicain à Bouguenais, qui a réuni 750 personnes, et la manifestation contre la venue de Le Pen à Nantes, qui a rassemblé 3.500 personnes et où la presse a souligné que le PS formait le plus gros du cortège, a réchauffé les ardeurs.

B.C.

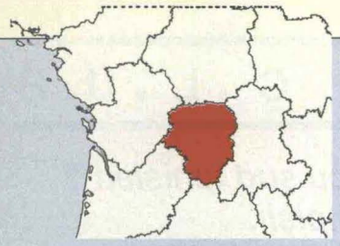




Voir dans "Vendredi" :
- *N° 130,* NORD-PAS-DE-CALAIS, PICARDIE, CHAMPAGNE-ARDENNES.
- *N° 131,* BRETAGNE, LORRAINE, FRANCHE-COMTÉ.



Source : INSEE	LOIRE-ATLANTIQUE	MAINE-ET-LOIRE	MAYENNE	SARTHE	VENDEE	REGION
Population (habitants)	1.052.183	705.882	278.037	513.654	509.356	3.059.112
Variation recensement 1982→1990	+ 5,69 %	+ 4,53 %	+ 2,30 %	+ 1,76 %	+ 5,45 %	+ 4,39 %
PIB / habitant en F (France : 108.700)	100.600	90.100	93.600	94.000	86.000	94.000
Chômage 3e trim. 1991 (France : 9,6 %)	12,5 %	10,5 %	6,2 %	10,9 %	8,6 %	10,5 %



LIMOUSIN

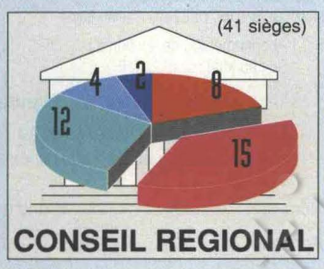
Le Limousin -une des deux régions gérées par les socialistes- est un étonnant abrégé de la politique française. Le PS chez lui, les écolos en progrès, Rigout et le néocommunisme, Chirac sur ses terres et Charbonnel à ses basques.

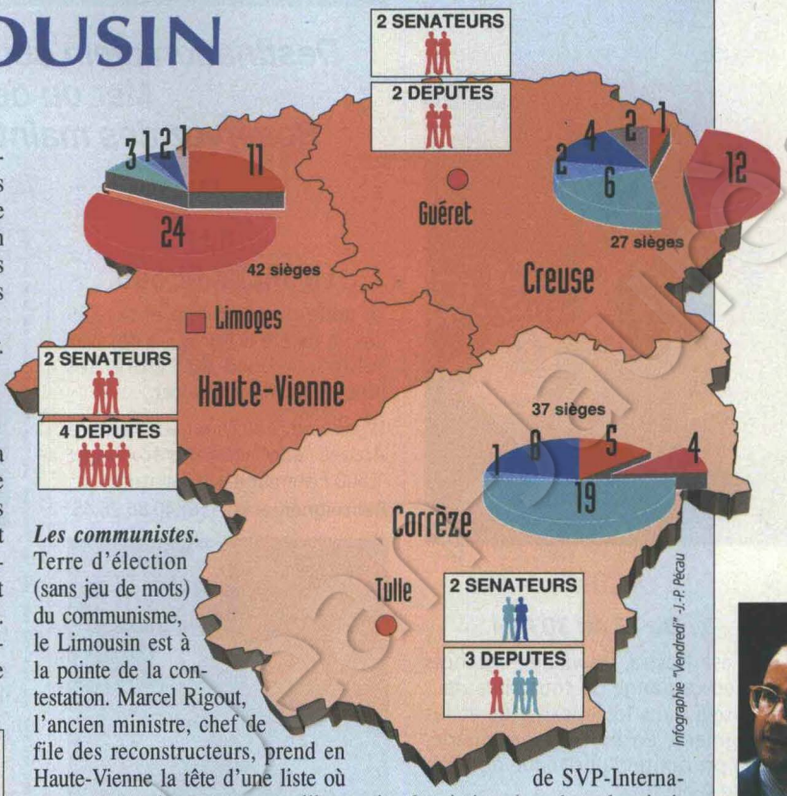
Un électeur limousin sur cinq vote à "Limoges-la-Rouge". Pour la gauche, le Limousin est un symbole. La CGT est née à Limoges en 1895. Le premier syndicat paysan -de tendance communiste- a été fondé en Haute-Corrèze par Marius Vazeilles, "paysan populaire", en 1924. Depuis la première élection législative au suffrage universel (13 mai 1849), le Limousin est en rouge sur la carte électorale et vote à gauche. Ici, pendant des décennies, les batailles électorales se sont limitées à un combat singulier socialistes-communistes.

Aujourd'hui, la gauche reste prépondérante. Elle détient 23 sièges sur 41 au conseil régional, possède la majorité aux conseils généraux en Haute-Vienne et Creuse et dirige les municipalités de la plupart des grandes villes, dont Limoges.

La situation ne devrait pas changer. Bien que le jeu soit affecté par trois facteurs concernant chacun une des listes opposées aux socialistes.

Les écologistes. Le Limousin est la région la moins urbanisée de France. Les Limousins sont très attentifs à la nature, qui est partout autour d'eux. Aux dernières municipales, les écologistes avaient fait une percée remarquée à Limoges. Rien n'est venu freiner leur détermination et certainement pas l'affaire des déchets radioactifs de Bessines.





Les communistes. Terre d'élection (sans jeu de mots) du communisme, le Limousin est à la pointe de la contestation. Marcel Rigout, l'ancien ministre, chef de file des reconstructeurs, prend en Haute-Vienne la tête d'une liste où se retrouvent les quatre conseillers régionaux communistes sortants. 80% des maires communistes de la région le soutiennent. Comment se partagera l'électorat entre les deux listes ? Retrouveront-elles les quatre sièges ? L'union est maintenue dans les deux autres départements.

Le RPR et l'opposition. Nous sommes ici en Chiraquie. Cette fois-ci, Chirac pousse un pion vers Limoges et impose un de ses amis, J-.M. Brachet. Mais l'homme ne plaît pas, à cause de sa carte de visite professionnelle : importateur de porcelaine allemande, ce qui, à Limoges, on en conviendra... Cette liste pourrait trouver sur son chemin celle d'un nouveau venu, J.-M. Faure, président de SVP-International, qui vient de racheter le principal mensuel régional, "Limousin magazine" et devrait faire équipe avec plusieurs sortants démissionnaires du RPR et notamment G. Boussely, maire de Bellac. Cependant qu'en Corrèze, le maire de Brive, Jean Charbonnel, majorité présidentielle, ex-RPR, conduira sa liste "Avenir" pour faire pièce à Chirac.

Devant cet émiettement, Robert Savy, président socialiste sortant du conseil régional se montre confiant, malgré la possible entrée du Front national dans l'assemblée régionale. Pour lui, un objectif prioritaire : poursuivre le désenclavement géographique, économique et culturel de la région.

Pour les élections cantonales, il n'est pas attendu de modification importante dans les majorités des trois assemblées. La gauche devrait conserver la Haute-Vienne sans difficulté ainsi que la Creuse, où la majorité PS sortante est cependant plus courte. En Corrèze, le RPR à lui seul détient plus de la moitié des 37 sièges. Chiraquie oblige.

J.G.

Source : INSEE	CORREZE	CREUSE	HAUTE-VIENNE	REGION
Population (habitants)	237.908	131.349	353.593	722.850
Variation recensement 1982→1990	- 1,47 %	- 6,16 %	- 0,60 %	- 1,94 %
PIB / habitant en F (France : 108.700)	80.600	66.800	91.500	83.400
Chômage 3e trim. 1991 (France : 9,6 %)	8,6 %	9,2 %	8,6 %	8,7 %



La foire de Croze (Creuse).



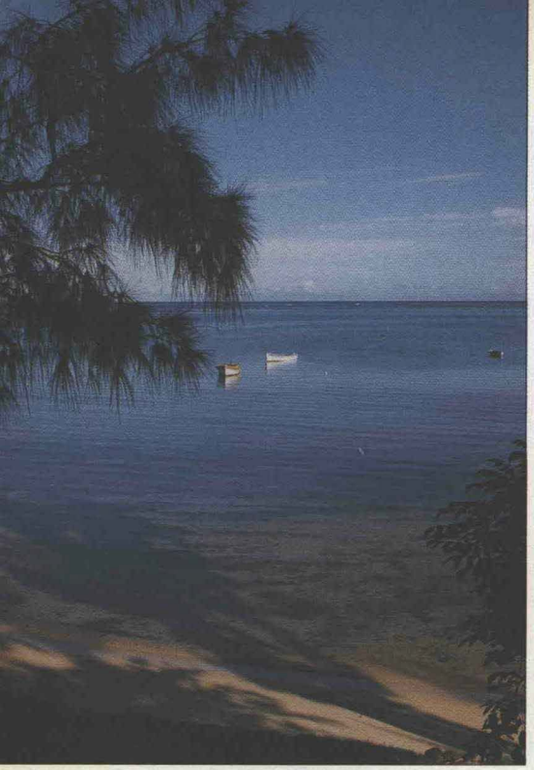




De haut en bas : François Hollande (CORREZE) ; Gaston Rimareix (CREUSE) ; Robert Savy (HAUTE-VIENNE).

La semaine prochaine :

- AQUITAINE
- BASSE-NORMANDIE
- MIDI-PYRENEES



Destination plein sud ! Corse, Bretagne ou sud tunisien ? Mer ou désert ? A vous de choisir. Réservez dès maintenant vos vacances de printemps...

☎ 45.56.78.56 / 78.57

• CORSE •

Du 23 au 30 mai

Casa Nostra, un village vacances Léo-Lagrange de toute beauté... noyé dans les eucalyptus et les tamaris, en bordure de pinède, à proximité d'une plage de 7 km de sable fin.

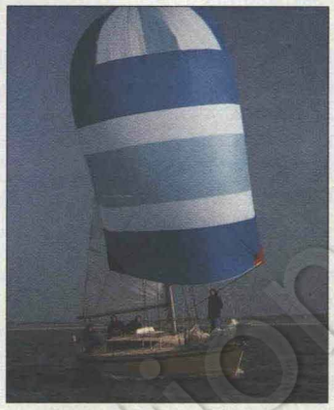
- *Adultes :* **1.512 F** (supplément single : 30 %)
- *Enfants de 6 à 12 ans :* **1.216 F**
- *Enfants de 2 à 6 ans :* **920 F**
- *Enfants de moins de 2 ans :* **gratuit**

Ces prix comprennent l'hébergement en chambre de 2,3,4 et 5 lits en hôtel ou villa, la pension complète, les animations et activités proposées, les transferts aéroport de Calvi / village vacances.

• VOILE EN BRETAGNE SUD

Le golfe du Morbihan et ses 365 îles, la rivière d'Auray... à des prix "club". A bord du "Flore des Isles" (chauffage assuré).

Week-end : 150 F/jour + nourriture
Accueil "ado" vacances scolaires : 1.800 F/semaine + nourriture.
Renseignements : (16) 40.86.28.45



■ A l'affiche du club ■

(voir "Vendredi" n° 131)

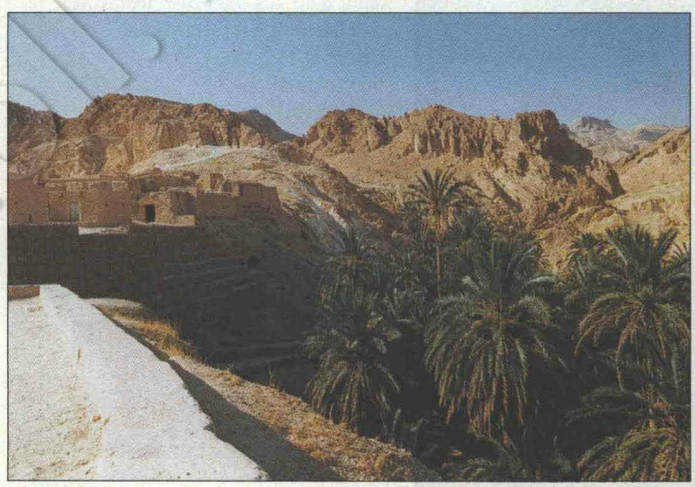
- *Les Acteurs à l'écran, du 17 février au 1er mars.*
- *2e Festival mondial du théâtre à domicile, jusqu'au 24 février.*

• TUNISIE •

La découverte du désert Tunisien, ça vous dit ? A des prix "Alizés", défiant toute concurrence.

- *Du 8 au 15 mars :* **2.610 F**
- *Du 9 au 16 mai :* **2.350 F**

Ces prix comprennent le voyage (aller / retour), l'hébergement en pension complète, le circuit sud.
Alors, abonnez-vous !
Et profitez-en !





Bulletin d'abonnement

❑ C'est décidé, je m'abonne !

Ci-joint paiement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de "Vendredi"
• ❑ Abonnement(s) à 260 F
(400 F DOM-TOM / CEE / 600 F autres pays)
• ❑ Abonnement(s) de soutien à ..... F
Soit au total : ..... F

❑ Veuillez abonner de ma part

Pour deux abonnements offerts, "Vendredi" maintient l'ancien tarif d'abonnement (200 F) et vous offre un "pin's" (dans la limite des stocks disponibles). Et vous devenez membre du Club.

A renvoyer à : "Vendredi" service lecteurs
10 rue de Solferino 75333 Paris cedex 07

Merci de penser à joindre votre bande adresse et le montant des abonnements

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal ..... Ville .....

▼1▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

▼2▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

500.000 lecteurs c'est possible en 1992. Ça dépend de vous !

Faites connaître gratuitement Vendredi pendant 10 semaines à :

Nom.....	Nom.....
Adresse.....	Adresse.....
Code postal.....	Code postal.....
Ville.....	Ville.....
Nom.....	Nom.....
Adresse.....	Adresse.....
Code postal.....	Code postal.....
Ville.....	Ville.....

Algérie, le bras de fer

Après les violents affrontements des 7, 8 et 9 février à Alger, à Batna et dans une vingtaine d'autres villes, l'épreuve de force est engagée entre le nouveau pouvoir algérien et les islamistes.



▲ *Des deux côtés, des extrémistes rêvent d'en découdre.*

Instauration de l'état d'urgence, dissolution du FIS, démantèlement systématique de son encadrement, telles sont les mesures annoncées par le Haut Comité d'Etat, qui fait office de présidence collégiale.
Dès le moment où les autorités algériennes avaient décidé d'interdire au FIS l'accès au pouvoir par les urnes, il était prévisible qu'une partie de bras de fer allait s'engager entre l'armée et ceux qu'elle venait de frustrer de leur victoire électorale. La première veut à tout prix casser le mouvement islamiste pour le mettre hors d'état de nuire, les seconds entendent casser le nouveau pouvoir en appelant le peuple et l'armée à lui résister. Des deux côtés, des extrémistes rêvent d'en découdre. Et le sang versé durant ces trois jours de fièvre montre qu'ils sont actifs.

C'EST LA MISERE QUI NOURRIT LA HAINE

Pourtant, ce n'est pas toute l'Algérie qui s'embrase, mais les quartiers pauvres. Et ce ne sont pas que des "barbus" qui s'insurgent mais, le plus souvent, des hordes de gamins, fous de misère, de désespoir et de haine. Contre le FIS, le pouvoir peut gagner, et cela pour deux raisons : le simple rapport des forces, bien sûr, mais aussi le fait que le FIS reste minoritaire dans le pays (3 millions d'électeurs sur 13 ont voté FIS au premier tour des législatives). Mais contre la jeunesse de Bachdjarah à Alger ou contre celle de Bouakel à Batna, le pouvoir sera toujours impuissant ! L'Algérie risque donc de se trouver rapidement dans l'impasse.
Pour s'en sortir, il lui faut retrouver très vite, en elle-même, les voies de l'apaisement et du dialogue. Mais cela ne deviendra possible que si les gouvernants tracent rapidement des perspectives politiques et économiques susceptibles d'entrouvrir la porte de l'espoir. L'espoir d'une Algérie se remettant au travail et mobilisant ses énergies pour sortir de la crise. L'espoir d'une Algérie renouant, le plus vite possible, avec ses avancées exemplaires des deux dernières années en matière de droits de l'homme, de liberté d'expression et de pluralisme politique. Mais le temps est compté...!

Georges Morin

LE DIALOGUE, SINON RIEN

Slimane Zeghidour est grand reporter à "La Vie" et auteur du livre "Le Voile et la bannière" (1). Il décrit ici les raisons du drame que vit, aujourd'hui, la société algérienne, à la recherche de son identité.

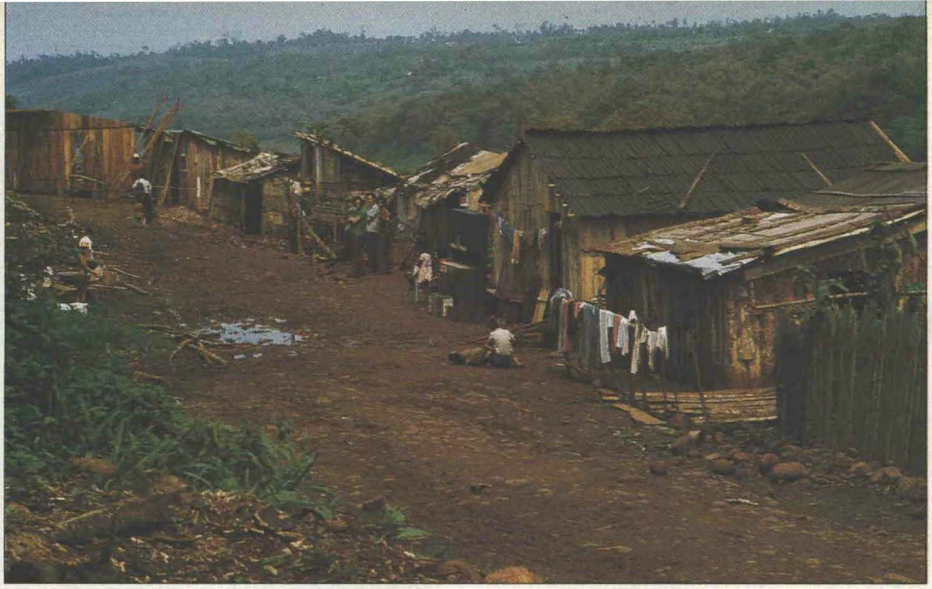
Comment les Algériens vivent-ils la situation actuelle ?
Ceux qui se sont sentis soulagés par le coup d'arrêt donné à la poussée islamiste -pour l'essentiel des intellectuels francophones- s'attendaient à ce que le pouvoir engage immédiatement un plan de relance économique. On pouvait penser aussi qu'il saurait trouver les mots apaisants à l'égard des islamistes. Or, depuis un mois, le gouvernement n'a mené qu'une action de répression contre les sympathisants du FIS, c'est-à-dire une bonne partie de la jeunesse, sans avancer une seule idée programmatique. Il donne ainsi l'inquiétante impression de ne pas maîtriser le processus qu'il a lui-même enclenché.

Doit-on craindre une guerre civile ?
Non. On ne peut certes exclure que les jeunes, auxquels le pouvoir n'a pas pu ou su adresser le moindre message de réconfort, se braquent et se réfugient dans la fuite en avant. Mais, plus certainement, on risque d'assister à une rupture durable de la société avec l'Etat. Les élections ont mis en lumière l'éclatement de la société algérienne et l'importance de la question identitaire.
Ainsi, le vote pour Aït-Ahmed a été essentiellement un vote kabyle, les islamistes ont voté pour les candidats religieux, etc. Le débat ne porte pas tant, comme on l'imagine en France, sur le clivage démocratie/autoritarisme que sur la définition de l'identité algérienne.
La société algérienne est une société qui tire à hue et à dia, face à un vide politique vertigineux. Aucune formation politique n'est pour l'instant en mesure d'offrir une solution de rechange crédible. Pas plus le FIS, qui ne propose ni solutions réalistes ni projet politique cohérent, si ce n'est qu'il est le seul à entretenir un rapport quasi charnel avec la population. Ce qui manque cruellement au pouvoir en place.

Comment sortir de l'impasse ?
Malgré la présence, dans le Haut Comité d'Etat, d'hommes compétents et clairvoyants, cette instance n'a pas encore fait montre de l'imagination et de l'audace qu'on est en droit d'attendre d'elle, face à la dérive croissante que connaît l'Algérie. Il y a, d'un côté, l'armée, sans laquelle l'Etat s'évanouirait et, de l'autre, une société qui, sans le FIS, exploserait. Le drame algérien est que ces deux forces sont en confrontation radicale. Seul un dialogue entre elles pourrait faire retomber l'Algérie sur ses deux pieds.

Propos recueillis par Ghislaine Toutain

(1) "Le Voile et la bannière", Hachette, 1990, 156 p., 58 F.



◀ *Une favela brésilienne.*

Amérique latine : le chaos et l'espoir

Le 1er février, le Salvador a fêté la paix retrouvée.
Mais le 4, Caracas, capitale du Venezuela, s'est réveillée au son du canon.
Hier, sous la botte des généraux, asphyxiée par la dette,
l'Amérique latine était dans le tunnel.
Aujourd'hui, le ciel s'est éclairci, la démocratie et la paix triomphent.
Les économies ont trouvé un équilibre.
Mais les changements restent fragiles, le présent est en ombres et lumières.

Les séquelles du choc entre l'Est et l'Ouest cicatrisent petit à petit. Les Soviétiques sont partis. Les Etats-Unis ont changé leur fusil d'épaule. Rendus à eux-mêmes, les Nicaraguayens ont troqué le fusil pour le bulletin de vote. Le Salvador prend un chemin identique. Extrême droite et guérilla ont assisté à la messe ensemble, le 2 février. Cet office a consacré plusieurs mois d'approche et de négociations conclues le 16 janvier à Mexico. Le "commandant" Joaquin Villalobos a bien résumé la situation : "Nous devons apprendre à échanger des mots contre des mots et non des balles", a-t-il dit. Le Nicaragua et le Salvador ont fait école. On se tend la main un peu partout. Le Guatemala a reconnu Belize, l'ancien Honduras britannique, jusque-là convoité. Argentine et Chili ont réglé la plupart de leurs contentieux territoriaux. Le Pérou a lancé un plan de paix tous azimuts le 24 octobre. Le président Fujimori a rencontré son homologue équatorien le 9 janvier. Il a donné un accès maritime à la Bolivie le 24 janvier.

Il s'agit partout de désarmer et de mobiliser pour le développement. Les rencontres pour la paix ont créé des liens, une connaissance. Elles débouchent de plus en plus sur des ententes économiques. Mexique, Colombie et Venezuela, collaborent au règlement centraméricain, cherchent un compromis avec Castro, poussent les guérillas à l'adieu aux armes. Ils ont constitué le 21 juillet 1991 une zone de libre-échange, le G3.

La démocratie et la paix revenues, tous les gouvernements ont affronté l'inflation et la dette. Les résultats sont spectaculaires. La hausse des prix argentins est passée de quatre à deux chiffres. Le budget argentin est en excédent pour la première fois en 1991. La Banque mondiale distribue les bons points. Les politiques de rigueur et de privatisation permettent le remboursement et le réaménagement de la dette. Le coup de tonnerre militaire à Caracas est donc venu troubler un ciel serein. Mais les nuages étaient-ils si loin ?

LE CHAOS COMME SYSTEME

Le patriarche des lettres vénézuéliennes, Arturo Uslar Pietri, avait jeté en 1991 un pavé dans la mare. "Le Venezuela, écrivait-il, comme beaucoup de pays hispano-américains, est incapable de gérer ses ressources. L'irruption croissante (...) de richesses pétrolières sur des structures d'Etat primitives et inadaptées a (...) pour résultat inévitable le chaos." Et il conclut, ce qui lui a été beaucoup reproché, "il peut arriver n'importe quoi, pourquoi pas un coup d'Etat."

La rigueur a réussi. Beaucoup d'indicateurs sont passés au vert. Mais elle n'est le plus souvent ni morale, ni sociale. Le message des factieux de Caracas y puise son inspiration. Il ressemble à celui des golpistes de Buenos Aires en 1990 : nous agissons "pour la majorité, pour ceux qui sont fatigués (...) des promesses et sont les victimes de ce que certains appellent démocratie et d'autres, partitocratie. Les classes moyennes refusent de payer seules l'ajustement. L'Argentine, le Brésil, le Venezuela, ont vécu de violents soubresauts à partir de 1988. Ailleurs, la pauvreté est devenue misère. Le choléra avance. Il tue aujourd'hui partout, du Guatemala à l'Argentine. Les sociétés se défont. L'absence de d!mention sociale fragilise la stabilité démocratique et les progrès de l'économie. La haine sociale, individuelle, s'ajoute à des guérillas persistantes. Nissan et Toyota ont décidé la fermeture de leurs usines péruviennes. Le président vénézuélien Carlos Andres Peres se refusant à "la revanche a ouvert une période de réflexion". Elle doit être encouragée, au Venezuela comme ailleurs.

Jean-Jacques Kourliandsky

■ ET LA FRANCE ? ■

Bernard Kouchner était à Mexico le 16 janvier. Sa présence avait valeur d'hommage. Le 28 août 1981, la France et le Mexique lançaient un appel au dialogue. Les uns et les autres ne l'ont pas oublié. Ils souhaitaient cette présence. Le 1er février, Jean Lacombe représentait le Parti et le groupe socialiste à San Salvador, le premier jour de la paix. Le président de la République, les responsables de parti et du FMLN ont remercié un ami, un parti et un gouvernement qui ont aidé la marche vers la paix. Alain Vivien, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, s'est rendu au Mexique et en Amérique centrale pour matérialiser des coopérations. Soucieuse de donner toutes leurs chances à la paix et à la démocratie, la France multiplie ses efforts. Récemment, Roland Dumas ouvrait une conférence franco-vénézuélienne de producteurs et consommateurs de pétrole.

Il y a quelques mois, le Parti socialiste a engagé un dialogue nouveau avec six partis progressistes latino-américains. Depuis, l'Assemblée nationale participe à la formation de cadres parlementaires au Nicaragua. Et, les 21 et 22 janvier, le président de la commission des Affaires étrangères, Michel Vauzelle, a reçu ses homologues européens et latino-américains.

1992, année du "cinquième centenaire de la rencontre entre deux mondes" est, pour le gouvernement, le Parti socialiste et son groupe parlementaire, l'occasion de confirmer une sympathie et de concrétiser un engagement.

J.-J.K.

■ RELATIONS FRA RENOUER AVEC

En visite officielle Boris Eltsine a la reconnaissanc

La reconnaissance de la Russie allait en quelque sorte de soi. C'est elle qui, en effet, avec la fin de l'URSS, a repris une grande partie de l'héritage impérial. C'est elle qui contrôle de facto les forces armées et une grande partie du potentiel nucléaire. C'est cette Russie-là que la France a reconnnu. Et, avec elle renaît toute une tradition des relations franco-russes, qui n'avaient jamais tout à fait disparu au temps de l'URSS.

Mais recevoir Boris Eltsine, c'est-à-dire établir de bonnes relations avec la Russie, c'est aussi prendre des garanties sur un avenir bien incertain. Ce pays est la clef de la stabilité de cette région du monde. Stabilité à l'intérieur de ses frontières, mais aussi stabilité des autres républiques, y compris celles qui avancent à marche forcée vers l'indépendance, comme l'Ukraine. Ces nouveaux Etats, y compris les Etats baltes, sont liés les



GUATEMALA

dialogue sur fond de violence

Le Guatemala détient le triste record mondial des assassinats politiques. En 1986, les militaires ont semblé céder la place à des civils. Ils conservent, cependant, l'essentiel du pouvoir. Aujourd'hui, le gouvernement et la guérilla tentent de trouver une issue au conflit le plus meurtrier et le plus long d'Amérique centrale. Gaspar Ilom, commandant de l'URNG et négociateur de la guérilla, explique.

La situation des droits de l'homme s'est-elle détériorée depuis l'arrivée de Jorge Serrano à la présidence de la République, en janvier 1991 ?

Gaspar Ilom (Union révolutionnaire nationale guatémaltèque). Je pense que oui. Le témoignage de la Procuraduria des droits de l'homme (1) et de l'Office de protection des droits de l'homme de l'Eglise catholique vont tous les deux-dans le même sens.
Disparitions, assassinats extrajudiciaires, apparition de cadavres avec des traces de torture se poursuivent à grande échelle.

Le président Serrano a-t-il la volonté politique de faire cette paix ?

Cette volonté s'exprime de deux manières : d'une part la rhétorique, de l'autre ce qui se reflète à la table des négociations. La rhétorique de paix est connue. Dans les faits, le président Serrano a eu le mérite d'initier la négociation. C'est aussi celui du haut commandement de l'armée. La difficulté est de traduire cette volonté en faits concrets pour la négociation, notamment l'absence de perception gouvernementale de la nécessité de changer et de réaliser des transformations indispensables dans le pays.

Quels sont les obstacles au processus de paix ?

Les forces hostiles au dialogue sont de plus en plus isolées mais, quoique minoritaires, ces secteurs demeurent très puissants. Au sein du patronat, il y a un secteur radical qui ne veut pas de négociation ni, surtout, qu'elle ait un contenu. C'est la même chose dans l'armée : des militaires de haut rang et nombre d'officiers et de sous-officiers ne souhaitent pas que les négociations conduisent à une transformation démocratique.
Ces secteurs agissent d'une manière souterraine. Parfois, il y a des expressions publiques : manifestes, actions de déstabilisation. Nous sommes préoccupés car, ces derniers mois, le haut commandement a été renouvelé. Il était composé d'officiers et de généraux favorables au dialogue et il a, depuis, engagé des offensives militaires, intensifié la guerre psychologique et de désinformation. Objectif recherché : discréditer l'URNG.

Malgré ces obstacles, l'URNG entend-elle poursuivre le dialogue avec le gouvernement ?

Oui, parce que nous pensons que la situation n'est pas figée. Il y a un peu plus d'un an, le gouvernement et l'armée refusaient toute négociation avec nous. Face à la pression sociale, ils ont dû ouvrir le dialogue. Nous réaffirmons donc notre volonté de négociation, car nous pensons qu'elle est viable.

La paix est-elle possible à court terme ?

Théoriquement, oui. Dans la pratique, cela dépendra de la façon dont on surmontera les obstacles. Pour nous, la paix n'est pas une belle parole. Elle doit correspondre aux revendications de la société guatémaltèque et à résoudre les problèmes qui ont généré le conflit armé.

Le nouveau contexte international a-t-il conduit l'URNG à changer sa stratégie et ses références idéologiques ?

Non. Depuis sa fondation, en 1982, l'URNG défend un projet démocratique et national. Notre vision d'avenir du Guatemala était une anticipation des changements dans le monde.
Il y a dix ans, quelques-uns pensaient que la négociation n'était pas possible. Nous concevons la négociation non comme une reddition, mais comme moyen d'engager les transformations minimales et de faire avancer notre projet national. Nous n'avons pas dû nous contredire, mais nous avons enrichi notre projet. En dix ans, notre pensée politique a pénétré la société et influencé la réalité même du pays. Nous sommes en accord avec l'évolution du contexte international.

Propos recueillis par Luc Brouard

(1) Institution d'Etat, relativement indépendante.

BREF... EN BREF... EN

■ **25 officiers de liaison supplémentaires en Yougoslavie, le 11 février.**
La France se félicite de cette résolution 740 du Conseil de sécurité, adoptée à l'unanimité. Elle y voit "un pas supplémentaire" vers le déploiement d'une force de paix, à laquelle elle pourrait participer de façon significative.
Une difficulté cependant : le plan de paix est interprété de façon contradictoire par les Serbes et les Croates. Pour l'instant, le cessez-le-feu est à peu près respecté.

■ George Bush a accepté la proposition française de conférence des quatre puissances nucléaires présentes en Europe (CEI, Etats-Unis, France et Grande-Bretagne). Il s'agit "d'obtenir des assurances sur la sécurité et le contrôle des armes nucléaires de l'ex-URSS." La France estime qu'une telle conférence ne prendra tout son sens que si elle se tient au plan politique, et non à celui des experts.

■ **La campagne pour l'élection présidentielle américaine du 3 novembre 1992 s'ouvre cette semaine.**

■ Les Etats-Unis ont lancé le lundi 10 février à Francfort un pont aérien pour acheminer leur aide alimentaire vers la CEI.

■ **James Baker a entamé le 10 février une mission dans plusieurs républiques de l'ex-URSS (Moldavie, Asie centrale).**

■ Une mission d'enquête de la CSCE se rendra à partir du 12 février dans le Caucase pour tenter de "vérifier les faits" sur le lieu du conflit interethnique, vieux de quatre ans, entre Azéris (chiites) et Arméniens (chrétiens). Les combats ont fait plus de 70 morts dans cette région du Haut-Karabakh depuis le 31 janvier.

■ **Après Maastricht, l'idée mûrit de la création d'un parti socialiste européen, dont la nature et les structures restent à définir.**
Objectif : approfondir l'idée européenne et renforcer le poids des socialistes et des sociaux-démocrates européens.

■ En Roumanie, au premier tour des élections locales, l'opposition anticommuniste, unie dans la Convention démocratique, est en tête dans les principales villes dont Bucarest.

NCO-RUSSES ■ LA TRADITION

du 5 au 7 février, trouvé à Paris e qu'il cherchait.

uns aux autres sur le plan économique. La moindre secousse en Russie, comme le démontrent les conséquences de la libéralisation des prix, se répercute immédiatement dans les autres, et aussi en Europe de l'Est.
Pour éviter, à terme, le chaos économique, il faut aider ces Etats. La France, comme les autres Etats européens (notamment l'Allemagne), est prête à faire des efforts. Ceux-ci sont d'ailleurs déjà importants dans plusieurs domaines, par exemple, la formation. C'est pourquoi la France a dégagé 3,5 milliards de F d'aide à la Russie, une aide destinée à toute l'URSS, au départ. Il faudra bien songer aux autres républiques qui, elles aussi, ont besoin de soutien.
Mais si l'aide extérieure est incontournable, elle n'est pas l'unique clef du renouveau économique. Il réside aussi dans la capacité de ces Etats à réformer leurs structures et à trouver leur rythme de développement.
Sur le plan de la sécurité, François Mitterrand a rappelé la doctrine française en matière de désarmement et a obtenu que les experts français participent au démantèlement d'une partie des missiles de l'ex-URSS.

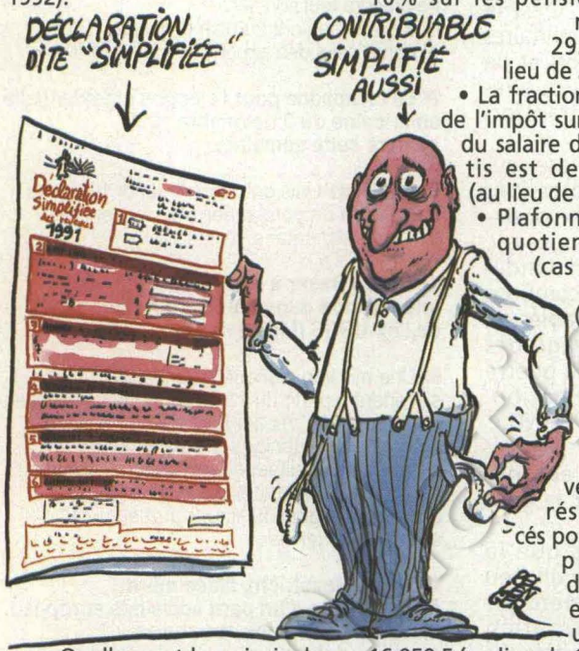
Charles Urjewicz

◀ *François Mitterrand et Boris Eltsine après la signature du traité de coopération entre la France et la Russie.*

impôts : les nouveautés

Cette année, la déclaration d'impôts est rouge. La date limite pour l'envoyer est fixée au lundi 2 mars à minuit.

L'essentiel des réformes fiscales applicables en 1992 ont été publiées au Journal officiel du 31 décembre 1991 (loi de finances rectificative pour 1991, loi de finances pour 1992).



Quelles sont les principales nouveautés pour le particulier ?

SEUILS ET LIMITES EVOLUANT CHAQUE ANNEE

Les tranches de barème sont rélevées de 3%. Selon les pouvoirs publics, "cette indexation proche de la hausse prévisible des prix permet d'éviter un alourdissement de la charge fiscale lié à des hausses purement nominales de revenus."

• Les contribuables dont le revenu net de frais professionnels n'excède pas 40.500 F en 1991, (au lieu de 39.300 F précédemment) sont totalement exonérés d'impôt.

• Pour ceux d'entre eux qui sont âgés de plus de 65 ans, cette limite est de 44.100 F (au lieu de 42.800 F).

• Seuil en deça duquel les cotisations d'impôt ne sont pas mises en recouvrement : 440 F (au lieu de 420 F).

• Déduction forfaitaire de 10% sur les traitements et salaires : minimum 2.060 F (au lieu de 2.000 F) et maximum 68.960 F (au lieu de 66.950 F).

• Plafond de la déduction de 10% sur les pensions et les retraites : 29.300 F (au lieu de 28.400 F).

• La fraction exonérée de l'impôt sur le revenu du salaire des apprentis est de 40.500 F (au lieu de 39.300 F).

• Plafonnement du quotient familial (cas général) : 12.550 F (au lieu de 12.180 F). Cas des contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés pour les deux premières demi-parts excédant une part, 16.050 F (au lieu de 15.580 F).

• Seuil d'imposition des plus-values de cessions de valeurs mobilières : 316.900 F (au lieu de 307.600 F).

DEDUCTIONS

• La limite des pensions alimentaires versées aux enfants majeurs est de 22.100 F (au lieu de 21.450 F), 44.200 F si l'enfant est marié et chargé de famille.

• Enfants inscrits dans l'enseignement supérieur : la déduction s'élève à 35% des sommes versées.

• L'abattement sur les revenus dont bénéficient certaines personnes âgées est de 4.430 F (au lieu de 4.290 F) si le revenu net global est compris entre 54.800 F et 88.600 F. Il est de 8.860 F (au lieu de 8.580 F) si le revenu net global ne dépasse pas 54.800 F.

• Le forfait logement-nourriture pour l'aide aux ascendants est évalué à 15.900 F.

• Attention, la nouvelle déduction fiscale pour l'emploi d'un salarié à domicile (voir "Vendredi" n° 121, 15 décembre 1991) ne s'applique pas aux revenus de 1991 mais aux revenus de 1992, déclarés en février 1993.

REDUCTIONS

1. Intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition d'une habitation principale.

La limite du plafond des intérêts pris en compte pour le calcul de la réduction d'impôt est portée, pour les prêts contractés à compter du 18 septembre 1991, de 15.000 F à 20.000 F pour les personnes seules et de 30.000 F à 40.000 F pour les couples mariés.

2. Dépenses destinées à économiser l'énergie.

La réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de grosses réparations de l'habitation principale est étendue :

• aux locataires pour tout ce qui concerne les dépenses d'isolation thermique leur incombant (jusqu'à présent, ces dépenses n'ouvraient droit à réduction d'impôt que pour les propriétaires) ;

• aux dépenses de régulation de chauffage payées par le propriétaire ou le locataire.

La réduction d'impôt s'élève à 25% des dépenses payées en 1991 dans la limite d'un plafond de 8.000 F pour une personne seule et de 16.000 F pour un couple. Pour en bénéficier, le revenu net imposable par part ne doit pas dépasser 223.450 F en 1991 (au lieu de 216.940 F).

Ces dispositions s'appliquent aux dépenses payées entre le 1er janvier 1991 et le 31 décembre 1992, date à laquelle la réduction d'impôt pour dépenses de grosses réparations de l'habitation principale doit cesser de s'appliquer.

3. Associations et cotisations syndicales.

Les cotisations versées aux organisations syndicales ouvrent droit à une réduction d'impôt au taux de 30% (au lieu de 20%). Les dons versés aux associations d'aide alimentaire ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 50% dans la limite de 540 F.

Pour en savoir plus

• Service minitel : 36.15 code IR service ou 36.15 code SERAFIN.

• A consulter : "VO impôts" (26 F), "Guide pratique du contribuable" (29 F).

Chrystie Lipani

... EN BREF...

■ **Véhicules de plus de dix ans : un délai de grâce est accordé à leurs propriétaires. Le contrôle technique des voitures deviendra obligatoire seulement à partir du 1er mars. Ce nouveau délai devrait permettre aux propriétaires de se mettre en conformité avec la réglementation.**

■ L'importation et la vente des jantes de voitures fabriquées par la société Commodore et commercialisées sous les marques Delta, Line, Daytona et Ramcharger est suspendue pour un an par le ministère de la Consommation. Motif : ces articles, destinés aux véhicules 4x4, se fissurent au bout de quelques centaines de kilomètres.

■ **Une enquête sur la publicité des crédits à la consommation, menée d'octobre 1990 à octobre 1991, par l'Union féminine civique et sociale, montre une situation loin d'être idyllique. Beaucoup de publicités sont incomplètes voire illégales. Enquête disponible contre 150 F à l'UFCS, 6 rue Béranger, 75003 Paris. ☎ 42.72.19.18**

■ Les garagistes ne sont pas sérieux, les infractions sont de plus en plus nombreuses et, en outre, ils sont parmi les professionnels qui ont le plus augmenté leurs tarifs, plus de 5,5% en 1991. Tel est le résultat d'une enquête que vient de conduire la DGCCRF.

■ **Des limiteurs de vitesse seront installés sur tous les camions neufs de plus de 12 tonnes. Ils ne pourront plus dépasser 90 km/h. Cette mesure, décidée par les ministres des transports de la Communauté prendra effet en 1994.**

■ Les Douze viennent de se mettre d'accord sur la création d'un label écologique dès cette année. Il ne concernera ni les produits pharmaceutiques ni les produits alimentaires.

■ **Le Centre de documentation et d'information de l'assurance indique que "les sinistres des Jeux Olympiques d'Albertville, couverts par les assurances pourraient occasionner 30 milliards de F de remboursement s'ils se réalisaient."**

■ La loi sur le surendettement pourrait, prochainement, faire l'objet d'un réexamen. La pratique montre certaines lacunes.

... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...



BLOC - NOTES

Claude Estier

5 février
Dans "Le Monde", Jean-Marie Colombani monte sur ses grands chevaux parce que François Mitterrand a répliqué sèchement mardi soir aux deux journalistes qui l'interrogent pour TF1 et A2. Il y voit "un véritable règlement de comptes aux dépens des professionnels des médias". Autrement dit, ceux-ci auraient le droit de s'acharner sur le pouvoir mais la moindre critique à l'égard d'un Poivre d'Arvor serait un crime de lèse-majesté et une intolérable atteinte à la liberté de la presse !
C'est pourtant dans le même numéro du "Monde" que Colombani reçoit une double réplique. Celle du chroniqueur de radio-télévision Pierre Georges, qui écrit : "La question ainsi posée brutalement de la responsabilité des médias dans le pourrissement du climat mérite une autre réponse que le réflexe corporatiste". Celle aussi de la Commission de la carte d'identité des journalistes qui s'inquiète, dans un communiqué publié avant l'intervention du président de la République, "des conditions de plus en plus scabreuses qui président à la collecte de l'information" et dénonce "la cascade des dérapages" et la "dangereuse dérive" qui sapent selon elle la crédibilité des journalistes et des médias. Je n'en ai jamais dit davantage et je vois dans cette réaction de "professionnels des médias" la preuve que le problème est bel et bien posé.

6 février
Dîner au Sénat en l'honneur de Boris Eltsine qui inaugure un livre d'or ouvert à son intention. Il y voit un signe de l'ère nouvelle qui naît dans les relations entre la France et la Russie. Il est visiblement sensible à l'accueil qui lui a été réservé à Paris. Il a des mots chaleureux pour François Mitterrand, avec lequel il se déclare en complet accord, mais très durs pour les patrons français auxquels il fait grief de leur frilosité à l'égard de son pays. Derrière ces propos, on sent bien l'inquiétude qui est la sienne de ce qui pourrait advenir -le risque d'une dictature rouge ou brune- s'il n'était pas répondu dans les toutes prochaines semaines à l'attente de plus en plus impatiente d'une population privée de tout. Ce que me confirment les ministres et les conseillers qui l'accompagnent et dont je remarque à la fois la compétence et la jeunesse. Cette fois, c'est vraiment une nouvelle génération qui est au pouvoir à Moscou. Seuls les problèmes n'ont pas changé !

7 février
L'opposition voulait parler de l'affaire Habache pour faire le procès du "dysfonctionnement de l'Etat". Elle n'avait pas prévu qu'Edith Cresson profiterait de cette session extraordinaire pour reprendre l'initiative en détaillant le bilan de dix ans de pouvoir de la gauche dont celle-ci n'a pas à rougir. Du coup, les discours préparés par François Léotard, Edouard Balladur ou Jacques Barrot tombaient à plat, tout comme au Sénat les interventions de la droite demandant le report du débat sous prétexte d'avoir le temps de réfléchir !
Une fois de plus, l'opposition, agissant d'ailleurs en ordre dispersé, les uns réclamant une commission d'enquête, les autres proposant l'autodissolution de l'Assemblée nationale, n'aura su manifester que son "impatience". Ce qui a permis au premier ministre d'ironiser avec cette citation superbement actuelle de Tocqueville moquant "ces hommes tourmentés de leur vertu et tombant dans le désespoir, parce qu'ils voyaient la plus belle partie de leur vie se passer à critiquer les vices des autres sans pouvoir jouir enfin un peu des leurs et sans avoir à se repaître que de l'imagination des abus ! La plupart avaient contracté dans cette longue abstinence un si grand appétit de places, d'honneurs et d'argent, qu'il était facile de prévoir que, à la première occasion, ils se jetteraient sur le pouvoir avec une sorte de gloutonnerie, sans se donner le temps de choisir le moment ni le morceau."

VIRGIL TANASE

L'éphémère féminin

Ça marche très fort pour elles. Elles gagnent à tous les coups, ou presque. On reconnaît leurs mérites et leurs droits légitimes. On les traite en égales ce qui, parfois, leur fait découvrir que la condition d'homme n'est pas très réjouissante non plus, du moins dans nos sociétés occidentales évoluées. Tout est pour le mieux -ou en train de le devenir- et, pourtant, on les découvre seules -en l'an 2000, une femme sur deux, après 50 ans, risque de l'être-, assez malheureuses, assumant moins bien qu'on ne le pense la solitude du guerrier. Les femmes d'aujourd'hui affrontent, d'un côté, des difficultés sociales que nous essayons de résoudre ensemble ; d'un autre, des angoisses où il est plus difficile de les suivre. Et s'il reste toujours vrai que le nombre de suicides est trois fois plus grand chez les hommes que chez les femmes (mais ce n'est pas une raison pour que l'espérance de vie des femmes soit si outrageusement plus longue que celle des hommes), l'ouvrage de Jeanne Cressanges, *"Seules, enquête sur la solitude féminine" (1)*, nous fait découvrir un monde féminin moins drôle que celui que nous présente, d'habitude, la presse. Jeanne Cressanges veut en finir avec le mythe de la femme libérée, battante et victorieuse, qui a un punch d'enfer, etc. Bref, les femmes revendiquent maintenant le droit d'être tout aussi malheureuses que les hommes.

Les femmes revendiquent maintenant le droit d'être tout aussi malheureuses que les hommes.

L'écriture en moins -ce n'était pas le but du livre-, les histoires que les femmes seules racontent à Jeanne Cressanges, c'est souvent du Tchekhov ou du Tennessee Williams, à votre gré, et si je ne suis pas l'auteur ni dans sa façon d'inventer des chapitres (*"La Femme dont le Prince est un enfant"*, *"La Solitude au quotidien"*, *"Féminité"*, etc.), ni dans sa façon de parler, volontairement rêche, je me laisse séduire par tous ces récits qui ont un si violent goût de vie.
Christian Baudelot et Roger Establet publient un essai, *"Allez les filles !" (2)*, moins enthousiasmant. Statistiques à l'appui, les auteurs démontrent qu'à l'école, les filles font aussi bien (et même un peu mieux !) que les garçons, que l'enseignement leur est, aujourd'hui, ouvert à tous les niveaux et que cette percée scolaire devrait maintenant être suivie d'une autre, tout aussi large, dans la vie active. "L'école est en avance sur la famille et l'entreprise", affirment Christian Baudelot et Roger Establet faisant mine d'ignorer que la vie pour de bon soulève des difficultés que l'école peut plus facilement (sinon totalement) éviter. Nombreux sont ceux qui réfléchissent aux grandes mutations sociales à même d'offrir aux femmes, dans les entreprises, non la même place qu'aux hommes (en gros c'est déjà fait), mais une autre, différente et spécifique, reconnaissant que, face au travail aussi, les femmes ont besoin d'aménagements et de protection adaptés. Dans cette perspective, la démonstration de Baudelot et Establet me paraît oiseuse et leurs bonnes intentions stériles.
On a, en échange, intérêt à réfléchir sur *"Musulmanes" (3)*, un essai de Florence Assouline sur la condition des beurettes, ces jeunes filles qui, "un pied posé sur chacune des rives de leurs cultures, avancent en virtuoses de la double appartenance".
On retrouve dans le livre de Florence Assouline le même côté histoire vécue, très attachant. Il est également utile d'apprendre que, chez Saddam Hussein, les parents peuvent tuer une femme adultère sans être poursuivis (ce n'est pas sans rapport avec l'idée d'une "république islamique", et on aurait tort de l'ignorer) ; en outre, le lecteur découvre la façon de penser de ces femmes ("musulmanes de troisième type") qui, selon l'auteur, sont "une chance pour l'islam". Elles vont lui imposer une ouverture vers les valeurs (cher payées) que notre vieille Europe est aujourd'hui en mesure de proposer au monde.
Ce qui va certainement résoudre beaucoup de difficultés pratiques. Moins celle, plus grave, que C.G. Jung (cité par Jeanne Cressanges) résume si bien : "Bien des malheurs viennent de ce que l'homme cherche la Femme dans toutes les femmes et que la femme cherche à trouver tous les hommes en un seul homme..."



▲ *A l'école, les filles font aussi bien (et même un peu mieux) que les garçons.*

(1) François Bourin, 324 p., 119 F.
(2) Seuil, 244 p., 110 F.
(3) Flammarion, 222 p., 99 F.

les acteurs à l'écran

L'histoire du cinéma passe la plupart du temps par les metteurs en scène, parfois les scénaristes ou les producteurs. "Les acteurs à l'écran", à Saint-Denis, est le seul festival cinématographique, en France, entièrement consacré aux acteurs.

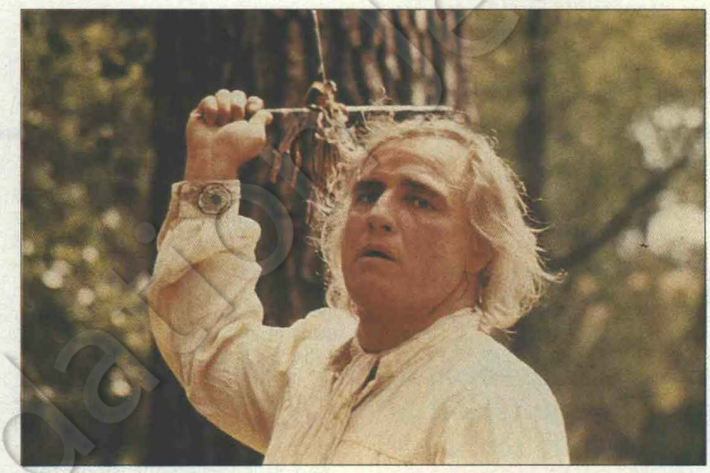
Le programme de cette sixième édition ouverte au public, du 17 février au 1er mars, est d'une grande richesse. Ouverture avec l'avant-première de "Betty", de Claude Chabrol, en présence du réalisateur et des acteurs. Puis, une intégrale Marlon Brando : 33 films, dont "Missouri breaks" (le 28), suivi d'une rencontre avec Arthur Penn. Rétrospectives Bernadette Lafont, Eric Rohmer et Jean Cocteau. Table ronde Rohmer et ses comédiens (le 22), et soirée autour de Fabrice Lucchini (le 29). Avant-premières de "Ville à vendre" de Jean-Pierre Mocky (le 21) en présence de Bernadette Lafont et de "Cape fear", de Martin Scorcese (le 1er mars). Projection "d'Orphée", de Cocteau (le 23, suivie d'une table ronde avec Jean Marais, François Périer et Jean Delannoy. Deux spectacles : "La Marguerite", avec Bernadette Lafont (le 22), et "L'Amour", de Duras (le 25). Enfin, le prix Michel-Simon sera remis à un jeune, comédien ou comédienne, révélation de l'année 1991.

L'écran de Saint-Denis a été créé en 1982 alors que toutes les salles privées de la ville avaient fermé. Depuis dix ans, l'équipe d'Alain Losi a réalisé un intense travail d'animation, élargissant sans cesse son public par l'accueil de réalisateurs, producteurs, techniciens et acteurs. En outre, l'écran s'efforce, par une programmation diversifiée, de soutenir les films d'auteurs. Autre cheval de bataille, la formation du jeune public, "de la maternelle à l'université". Animation de projections, réalisation de courts métrages d'animation.

Résultat : alors que, partout, le cinéma en salle est en crise et que la fréquentation baisse ici, elle augmente de 5 à 8% par an. Et on refuse du monde ! Devant ce succès, la ville a ouvert deux autres salles dirigées de la même manière depuis octobre 1991. A voir, comme on dit, prochainement sur cet "écran" !

C.P.

Ecran Gérard-Philippe, 59 Bd Jules-Guesde, Saint-Denis.
PROGRAMME ☎ *48.20.99.20.*
RENSEIGNEMENTS ☎ *49.33.66.88.*



▲ *Marlon Brando dans "Missouri breaks".*

CINEMA

Expressionnisme 92

L'expressionnisme allemand des années 20 et 30 est de retour cette semaine avec deux films en noir et blanc.

***"Ombres et brouillards"**, de Woody Allen, sorte de parodie de "M le maudit", de Fritz Lang. Un assassin terrorise une petite ville allemande. Son ombre portée sur le sol, la nuit, au coin des sombres ruelles désertes, le bruit des pas sur le pavé, le brouillard, le noir et blanc, voilà pour l'angoisse. Mais, pour l'humour, Woody Allen est là, avec ses personnages habituels. Max Kleinman (le petit homme), employé de bureau poltron, maladroit, rejeté par tous, qu'il interprète lui-même et Mia Farrow, avaleuse de sabre et dulcinée romantique. Curieux mélange d'horreur, de burlesque, et de devinettes pour cinéphiles. Sans oublier des seconds rôles prestigieux : Madonna, Jodie Foster et Kathy Bates.*

***"Mississippi one"**, de Sarah Moon. L'enlèvement d'une enfant par un psychotique n'est que le prétexte à un voyage hors du temps. Jolie, précoce, étrange, l'héroïne, la petite Alexandra Capuano, dix ans, est étonnante. Elle se prend d'amitié (d'amour ?) pour cette grande gigue de kidnappeur pas très méchant (David Lowe), qu'elle surnommera "Ohé". Pour filmer plages abandonnées, usines désaffectées, terrains de camping déserts et portraits sophistiqués, Sarah Moon, célèbre photographe de mode, a choisi la teinte sépia (pellicule couleurs traitée en monochrome) et des cadrages rigoureux. Le caractère expressionniste des éclairages nocturnes et des contre-jours s'en trouve renforcé. Un premier film de photographe, avec ombres et lumières, et non plus "Ombres et brouillards" !*

C.P.

▼ *Alexandra Capuano dans "Mississippi one".*





TV

TRIPLE COURONNE

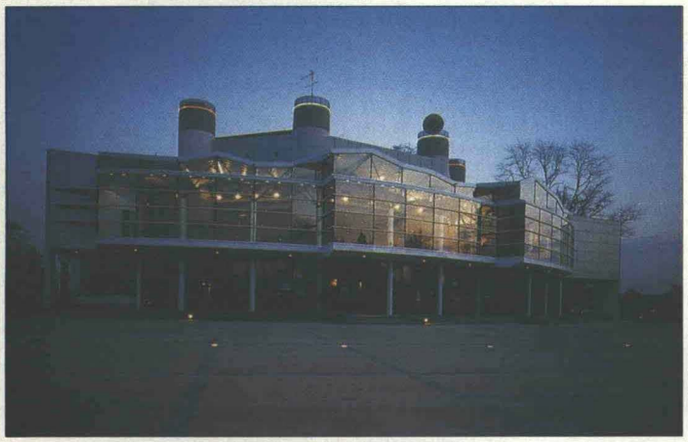
Trois couronnes ! Celles de Woody Allen, d'Elisabeth II, et des J.O se sont partagé le petit écran.

Un excellent "7 sur 7" (TF1) a donné la parole à Woody Allen, roi de l'humour juif version new-yorkaise. Il s'est montré au mieux de sa forme en confessant sa vision très romantique de notre pays, une perception merveilleuse de la France et de Paris ce qui ne l'empêche pas de constater que Le Pen et le Front national sont une "honte" car ils représentent "tout ce qui est odieux". Sceptique sur la politique, il devient grave pour constater qu'aux Etats-Unis on demeure "profondément immature pour tout ce qui touche à la sexualité" et sévère pour déplorer les destructions urbaines opérées par Nixon, Reagan, Bush qui ne supportent pas les villes car elles abritent des gens "intelligents". Woody Allen, sans pédanterie, sans coups de cymbales, sans contorsions, dit des vérités avec une efficacité intelligente.

Elisabeth II, pour ses 40 ans de règne, avait demandé à la BBC de concocter un film qui, sans tourner à l'hommage bécasson et à l'hagiographie plate, pouvait offrir à ses sujets et à la planète une image réaliste. Chef d'entreprise dotée d'un royaume, d'un mari (discret), d'enfants (agités avec leurs épouses ou leur époux), d'une sœur (bien vieillie), d'une mère (adorable), de petits-enfants (charmants), Elisabeth II dans ses différents châteaux, à l'étranger, aux courses, coiffée d'invraisemblables chapeaux, ne cesse de sourire, de dire des phrases dont la banalité est oubliée car on vient, d'abord, pour la voir, lui toucher la main. En ces temps où l'artisanat s'efface, elle demeure un exemple de conscience et se révèle une bonne gardienne d'héritage. TF1 avait confié à Ladislas de Hoyos les commentaires. Rien des déferlements lyriques d'un Zitrone ou des battements de cœur d'un Frédéric Mitterrand : une sobriété tempérée.

Nous pratiquons le sport à la télévision avec des moments privilégiés pour le Tour de France, Roland-Garros, le tournoi des Cinq Nations. Les J.O. d'Albertville ont bien démarré, sans drame, sans couac, avec une somptueuse mise en scène réglée avec un sens réel du spectacle, du mouvement des masses, des éclairages. Les participants semblaient même à leur place avec leurs espoirs de médailles. Les mots vont pouvoir exploser pour saluer performances ou défaites. Serons-nous, au terme de ces J.O., convaincus de la nécessité de nous arracher à l'envoûtement du petit écran ? Parti difficile car le fauteuil ne reste-t-il pas une des plus belles inventions du sportif ?

P.Y.



MERIGNAC

le Pin-Galant a trois ans

Une équipe soudée, une programmation éclectique, une gestion rigoureuse ont porté leurs fruits. L'Espace culturel du Pin-Galant se félicite, à juste titre, de son taux de fréquentation : 75%. "Pas mal pour une salle récente et aussi proche d'une grande ville, largement équipée dans le domaine culturel, je veux parler de Bordeaux, bien sûr", souligne Jean-Pierre Burle, directeur de l'Espace. "Nous avons opté pour une gestion en économie mixte.
Sur un bugdet de 14 millions, 6 viennent de la municipalité dirigée par Michel Sainte-Marie, le reste est partagé entre différents partenaires, dont la Caisse de dépôts et consignations.
C'est pourquoi le soutien de la SEM (société d'économie mixte), présidée par Jacques Barthélémy, nous est précieux." Le Pin-Galant a trouvé son rythme de croisière : 90 représentations de juin à octobre, 70 programmes différents, musique classique, jazz, variétés, danse, lyrique, théâtre, conférences, spectacles pour enfants, chacun y trouve de quoi satisfaire ses goûts. Charles Aznavour avait ouvert le feu, cette saison.
Les spectacles ont été ou seront : le Ballet folklorique de Mexico, l'Orchestre national du Capitole de Toulouse, Barbara Hendricks, Fabienne Thibaud, le mime Marceau ou Patrick Dupont avec les solistes et les étoiles de l'Opéra et à des prix à faire rêver les pauvres Parisiens !
Cette semaine, Mérignac propose : vendredi 14, Francis Lalanne ; samedi 15, le Ballet national de Corée ; mardi 18, un film-conférence avec Eric Tabarly ; mercredi 19, "Les Farces de la vie", spectacle pour les enfants de 4 à 11 ans et, enfin, jeudi 20, "Les Contes d'Hoffman", de Jacques Offenbach.

N.A.

Espace culturel du Pin-Galant.
☎ 56.97.82.82.

"La Belle Hélène" tourne



▲ *"La Belle Hélène", de Maubeuge à Dunkerque.*

Le Nord a déjà montré l'exemple avec l'Orchestre national de Lille qui, depuis sa création, a donné des concerts dans plus de cent localités du Nord-Pas-de-Calais.
A présent, c'est le lyrique que veut relancer l'association "Domaine musiques", dotée annuellement de 4,5 MF et animée par Pierre Host. Tout commence avec "La Belle Hélène", d'Offenbach, donnée à dix reprises dans sept villes de la région. Mise en scène de Jean-Claude Calon et direction d'Olivier Holt. L'année prochaine, des échanges se feront avec d'autres régions qui organisent déjà des opérations similaires : ainsi l'Ile-de-France qui, cette année, a monté "La Vie parisienne".

J.G.

Maubeuge, 15 ;
Douai, 20 et 21 ; Anzin, 29.
Béthune, 8 mars ;
Lille, 14 et 15 ; Dunkerque, 22.

Santa Passos

Certes, Monica est Brésilienne. Mais, malheureux ! n'allez surtout pas lui parler de lambada ni de la bossa à trois sous-quatre francs de nos Bruel / Delpech.
Ce que cette chanteuse apprécie en France, c'est notre goût pour Gilberto Gil, Djavan ou Milton Nascimento. Et ce que vous apprécierez chez elle, c'est le métissage qu'elle fait de ces classiques brésiliens, avec le jazz d'Ella et le rock des Beatles.
Chamarrée comme un sapin de Noël, accompagnée par son bassiste et époux, Marc Madoré, le batteur Louis A. Cavani, le saxophoniste Daniel Boissier et le claviste Daniel Macaga, Monica Passos exécute un tour de chant que l'on dit totalement inclassable.

F.T.

Au Café de la Danse → 28 février.
☎ 42.97.41.65. Homécourt, 21/3 ;
Châtenay-Malabry (92), 10/4.



Beausonge et tristes rêveries

C'est un oiseau blessé qui nous revient d'une île déserte.
Séparé, à jamais, de son compagnon migrateur par une route meurtrière, le piaf, depuis, se pose de scène en scène et montre, sans ostentation, ses ailes arrachées.



On aimerait s'approprier un peu du malheur de Lucid Beausonge pour soulager sa peine et la remercier encore d'avoir un jour écrit "Lettre à un rêveur" ou "Les Solitaires". Tous ses admirateurs, tous ces cœurs fidèles pousseront avec elle l'air de "L'Oiseau".

F.T.

Disque "en concert",
2 CD, DLB/WWMD, 352.005,
1 h 41' 04",env. 185 F.
TLP Dejazet, 20 → 22 de 100 à 140 F.
☎ 42.74.20.50
Wissembourg, 21/3 ; Noisiel, 4/4.

REVUE DES REVUES

"l'Histoire" *n° 152, 33 F. J.-Y. Mollier dit l'essentiel sur "le siècle d'or du plagiat littéraire". J.-P. Azema tire des leçons sur l'Eglise et l'affaire Touvier.*

"Les Cahiers de la Comédie-Française"*, n° 2, 90 F. Un peu d'élitisme n'a jamais fait de mal.*

"Magazine littéraire" *n° 296, 28 F. Excellent P. Mertens qui évoque l'imaginaire européen de Colomb à Kundera. Interview d'Y. Berger.*

"Annales historiques de la Révolution française"*, n° 286, 80 F. Les débuts d'un grand dossier sur "la Révolution et l'Europe". Intéressant.*

"Esprit"*, février 1992, 75 F. La crise de l'art contemporain est scrutée avec minutie par des esprits critiques. Naturellement.*

"Le Monde diplomatique" *n° 455, 20 F. Deux pages excitantes d'A. Gatti sur "Mon théâtre, mes films, qu'est-ce que c'est ?"*

P.Y.

post-scriptum



DANIEL PENNAC
"Comme un roman"



Parents, enseignants, il faut cesser de nous désoler, assure Daniel Pennac, lui-même parent et enseignant. Donc, nos enfants lisent de moins en moins. Mais ce plaisir de lire n'est pas perdu. A peine égaré. Et susceptible d'être retrouvé.
Avec enthousiasme et une bonne humeur contagieuse, l'auteur de la "Petite Marchande de prose" recommande de ne jamais conjuguer le verbe lire à l'impératif et donne trucs et conseils pour retrouver "le bonheur de lire". Pour l'exercice de la liberté. Revigorant. Un hymne à la joie de lire.
Gallimard, 182 p., 85 F.

JULES ROY
Rostropovitch, Gainsbourg et Dieu



Si le premier de ces personnages est le plus présent et le second le plus fugitif, le troisième règne entre les piliers de la basilique de Vézelay.
Mais c'est la présence constante de la musique, les mystères de sa création, l'alchimie de son interprétation qui donnent sa force à ce journal. Et quelle musique ! Les suites de Bach pour violoncelle, jouées par le plus grand avec l'instrument le plus inspiré dans le lieu le plus magique. Le rythme des phrases et l'émotion de l'auteur vont jusqu'à faire résonner Bach entre ces vénérables pierres.
Albin Michel,188 p., 85 F.

Pompéi



Encore un centenaire : en 1592, on découvrait les vestiges de la ville ensevelie, le 24 août 79, sous les cendres rejetées par le Vésuve. Depuis, les foules vont à Pompéi, haut lieu de la joie de vivre romaine, espèce de Saint-Tropez antique, revenu au jour après quatorze siècles de disparition, hanté seulement par le récit de Pline le Jeune.
Aujourd'hui, Pompéi, dévasté par les bombardements de 1943, finit de succomber sous l'assaut de deux millions de visiteurs par an. D'où l'importance des récits des voyageurs qui allèrent en Campanie au cours des siècles. Ils sont ici tous rassemblés : Pline le Jeune, Madame de Staël, Alexandre Dumas, Stendhal, bien sûr, qui s'y rendit onze fois et huit autres encore. Très beau cahier d'illustrations couleurs. Bonne idée, bien réalisée.
Presse de la Cité-Omnibus, 1.028 p., 135 F.

ARMAND MATTELART
"La Communication-monde"



En pleine actualité, ce livre sur l'art de communiquer. L'auteur établit une histoire documentée et passionnante de la communication et, partant, sa sociologie. Et bien entendu aussi, de son emploi. De la communication considérée comme une technologie. De l'opinion prise comme l'objet d'une gestion.
Le XXe siècle est évidemment le principal champ d'études. Les médias apparaissent comme la meilleure (principal facteur de la cohésion nationale américaine, par exemple) ou la pire des choses ("la presse est plus apte à déclencher une guerre mondiale qu'à faire élire un conseiller municipal"...). Larges développements autour de cette question : la communication contribuera-t-elle à l'uniformisation de la planète ou à sa fragmentation culturelle ?
La Découverte, 362 p., 150 F.

Annuaire statistique de la culture



Quantifier l'activité culturelle tient, à première vue, du non-sens. Cependant, certaines pratiques culturelles peuvent être traduites en chiffres : le bilan de l'action menée sur une aussi longue période que les dix dernières années fait apparaître les tendances des évolutions et suscite les interrogations sur les grands équilibres de la politique culturelle.
Une avalanche de chiffres. A commencer par ceux du budget de l'Etat, passé, de 1955 à 1991, de 136 millions à 12 milliards de F. Tous les résultats chiffrés en matière d'édition, pratique musicale, activité des musées, presse, etc.
Documentation française, 130 p., 80 F.



BOULEZ
"Pelléas et Mélisande"



Dans deux mois, Boulez tiendra la baguette au Châtelet, pour une reprise de l'opéra de Debussy, dans une mise en scène de Peter Stein. D'où l'intérêt de se reporter à cet enregistrement de 1969 qui, alors, avait complètement renouvelé l'interprétation de "Pelléas".
L'atmosphère si particulière de Maeterlinck est créée dès les premières mesures. Boulez tire l'œuvre vers la passion, vers le tragique et la tension. On est à cent lieues des Pelléas impalpables et diaphanes. A connaître.
Sony-Classical, 3 CD, 47265, 2 h 40', env. 275 F.

FRITZ WUNDERLICH



La brièveté de sa vie et de sa carrière entourent d'un halo de légende, Fritz Wunderlich, mort accidentellement à 36 ans. D'autant que le caractère de sa voix de ténor était unique. Jamais il n'y eut de ténor mozartien au timbre aussi ensoleillé, aussi pur que celui du chanteur allemand.
Cet album de cinq disques rend compte de tous les domaines qu'il a abordés. Avec un égal bonheur. "La Belle Meunière", émouvante de beauté, Tamino, subtil, Haëndel et Rossini, acrobatiques et aisés. Le grand chant.
Deutsche Gramophon, 5 CD, 435145, 5 h 10' 30", env. 350 F.

LOU REED
"Magic & Loss"



Si Lou Reed n'avait un jour croisé le manche d'une guitare il eut fini à Sainte-Anne. Pendant de longues années, le rock servit d'exutoire à ses angoisses existentielles.
Aujourd'hui, Lou Reed nous sert un rock et treize de ses poèmes sur un plateau d'argent. On retrouvera ici "What's good ?", utilisé dans le dernier film de Wim Wenders, "Until the end of the world". Reed joue les à-quoibonistes avant de conclure, mi-figue miraisin, "La vie est bonne, mais pas du tout juste". Il serait tout à fait injuste de vous priver de cet album qui est l'un des trois meilleurs de sa carrière.
Sire/Wea, 7599-26662, 58'34", env. 125 F.

TRILOK GURTIN
"Living magic"



Trilok Gurtin, percussionniste hindou, est sollicité par les jazzmen les plus créatifs et accomplis du moment : John Mc Laughlin, Michel Portal... dans d'incessantes tournées. Et, dès qu'il peut souffler, le tablaïste en profite pour enregistrer ses propres compositions.
En l'occurence, celles-ci sont un peu inégales. Manquant parfois d'inspiration ("Living magic"), souvent rehaussées en couleurs par le saxophone de Jan Garbaren ("Once I whised") ou la basse Nicolas Fiszman ("From Scratch"), toujours -et c'est bien le moins- riches en percussions avec les flamboyants échanges entre Nana Vasconcelos, le Brésilien, et Trilok l'Indien ("Transition" et "Baba"). Disque légèrement en deça du précédent ("Usfret") mais qui confirme avec "Tac et demi" que Gurtu est un gigantesque percussionniste.
CMP CD 50, 42' 34", env. 130 F.

Agenda

Cinéma

PARIS
- *Sixties et Nouvelle Vague. L'Hydre de l'Art. Escurial, 21. ☎ 42.23.58.22*
- *Films de femmes : de minuit à l'aube. Max-Linder, 22. ☎ 49.80.38.98*
- *Paul Terry. Palais de Tokyo, 18.*

PEZENAS
Hommage à Max Ophuls. Films tchèques. 18 → 23. ☎ 67.31.27.35
SAINT-DENIS (93)
Vles Rencontres cinématographiques. 17 → 1er / 3. ☎ 49.33.66.88

Classique

BORDEAUX (33)
G. Oppitz, piano. Gd. Théâtre, 17, 20h30. ☎ 56.48.58.54
BOURGES (18)
O.N. France, dir. M. Tilson-Thomas. M. Culture, 22, 20h30. ☎ 48.67.06.07
MARSEILLE (13)
"Katya Kabanova" (Janacek), dir. T. Pal. Opéra 19 → 25. ☎ 91.55.00.70
PARIS
- *Ballett Frankfurt-William-Forsythe. Châtelet → 1er / 3. ☎ 40.28.28.40*
- *"Cinq no modernes", dir. A. Aboulker. Opéra-Bastille → 11 / 4. ☎ 44.73.13.00*
- *L. Harrell, violoncelle et O. de Paris, dir. N. Järvi. Pleyel, 19 et 20. ☎ 45.61.06.30*
- *J. Starker, violoncelle. Th. de la Ville, 21 et 22. ☎ 42.74.22.77*

STRASBOURG (67)
"Œdipe Roi" (Bastide), dir. F. Corti. P. Musique 14 → 1er/3. ☎ 88.32.43.10

Jazz-variétés

BREST (29) : A. Hervé quintet. Quartz, 20. ☎ 98.44.10.10
CANNES (06) : L. Winsberg. MJC Picaud, 21. ☎ 93.99.04.04
PARIS : Red Hot Chili Peppers (Zénith), 16 ; P. Blanchard sextet. La Coupole, 20. ☎ 43.20.14.20 ; R. Urtreger. Montana → 22. ☎ 45.48.93.08 ; B. Blue Boy. New Morning, 20. ☎ 45.23.51.41 ; Hommage à Fats Wallers. Petit Journal Saint-Michel, 19. ☎ 43.26.28.59 ; James Moody quartet, 21, et Teddy Edwards, 22. Auditorium du Châtelet. ☎ 40.28.28.40
- ***Lou Reed :** PARIS (Casino de Paris), 18, 19, 21, 22.*
- ***Little Bob :** ELANCOURT (Bilbo), 22.*
- ***Chanson + Bifluorée :** BLANQUEFORT, 14 ; CREON, 15 ; BEAUNE, 20.*

Théâtre

MARSEILLE
"Marilyn Montreuil" (J. Savary). La Criée → 22. ☎ 91.54.70.54
NICE
"Voltaire-Rousseau" (J.-F. Prevand). TDN → 22. ☎ 93.80.52.60
PARIS
- *"Maître Puntila et son valet Matti" (B. Brecht), ms M. Maréchal avec P. Arditi. Chaillot. ☎ 47.27.81.15*
- *"C'était hier" (Pinter) ms S. Frey. Hébertot. ☎ 43.87.23.23*

SCEAUX (92)
"La Mouette" (Tchekhov) . Les Gémeaux → 29. ☎ 46.61.36.67

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec Nicole André (théâtre)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)
Pierre Ysmal (télévision - poches)

ARLETTE FARGE

Au XVIIIe siècle, le peuple se met à exister en politique. Sa parole envahit les espaces publics... Vraies, fausses, probables, rumeurs et informations se mêlent. D'elles naissent la lucidité et la prise de conscience de la parole du peuple comme acteur politique. Histoire de cette naissance par Arlette Farge (1).

Au XVIIIe siècle, le peuple, dites-vous, devient un acteur politique. Pourquoi et dans quelles conditions ?
Travaillant sur les rapports des informateurs de police, les interrogatoires des prisonniers de la Bastille notamment, j'ai vu surgir une véritable opinion publique populaire, un extraordinaire jaillissement de la parole des petites gens. Comme les intellectuels, les hommes et les femmes de la rue s'interrogent, réagissent, font preuve d'une extraordinaire curiosité pour tout ce qui se passe.

Qu'est-ce qui change dans la façon dont s'exprime l'opinion publique au XVIIIe siècle ?
Il faut d'abord souligner que cette parole du peuple n'a pas le droit d'exister : pour les autorités, les sujets du roi n'ont pas à être tenus informés de la chose publique. Pire, tenter de s'informer, c'est déjà transgresser un interdit. Ils sont autorisés à assister aux cérémonies royales, à recevoir les événements tels qu'on les leur décrit, et on les leur décrit très peu. Ils ne sont pas des sujets politiques. Mais les paroles de la rue sont impitoyablement traquées par la police. Pourquoi un Etat, qui considère que ce que dit le peuple ne compte pas, supporte-t-il si mal qu'il parle ? Un phénomène complètement nouveau au XVIIIe : l'attention de la monarchie pour la parole populaire est telle qu'alors même qu'elle la nie, elle la suscite.
La lieutenance générale de police parisienne, créée en 1667, consacre une grande partie de son énergie à mettre en place des informateurs, les "mouches". A force d'inquiéter les gens, à une époque où l'on vit beaucoup dans la rue, dans dans tous les lieux publics, cours d'immeubles, jardins, places, carrefours, promenades, cabarets... elle l'incite à s'exprimer encore plus. Les choses ne se passaient pas du tout ainsi sous le règne plus sombre et secret de Louis XIV.

Est-ce que l'opinion publique telle que vous la montrez au XVIIIe siècle correspond à ce qu'aujourd'hui on appelle l'opinion publique ?
Non. Au XVIIIe siècle, l'opinion publique devait se battre pour gagner le droit d'exister. A l'heure actuelle, l'information nous est donnée tandis qu'alors, on allait la chercher. Un combat permanent. Ce qui est extraordinaire, au XVIIIe siècle, c'est ce goût pour l'information. C'est en lui que s'enracine la légitimité de la pensée populaire. Les sujets du XVIIIe cherchaient à exister en politique alors qu'on leur en refusait le droit. Cela dit, des similitudes existent à deux siècles d'intervalle. Dans la relation à la rumeur, en particulier. Aujourd'hui, comme au XVIIIe siècle, les politiques ont tendance à penser que les gens sont crédules. Au contraire, ils sont très intelligents. On les voit dans les chroniques croire à telle rumeur, histoire de diable, de possession, de gens coupés en morceaux, d'apparitions, d'alchimie... En même temps, ils ne sont pas dupes. C'est encore vrai aujourd'hui.
Autre point commun, la fonction du fait divers. J'ai été frappée, il y a quelques années, par la multiplication dans les journaux de faits divers concernant des assassinats de vieilles dames à un moment où l'on prenait conscience du vieillissement de la population et des difficultés des gens âgés. Le choix de ces faits divers-là, parmi des centaines d'autres, servait à apprivoiser un réél encore difficile à comprendre, opaque. Le fait divers reste l'expression de ce que la société ne comprend pas. Elle se le raconte pour l'apprivoiser.



Ce qui est extraordinaire, au XVIIIe siècle, c'est le goût pour l'information. C'est en lui que s'enracine la légitimité de la pensée populaire.

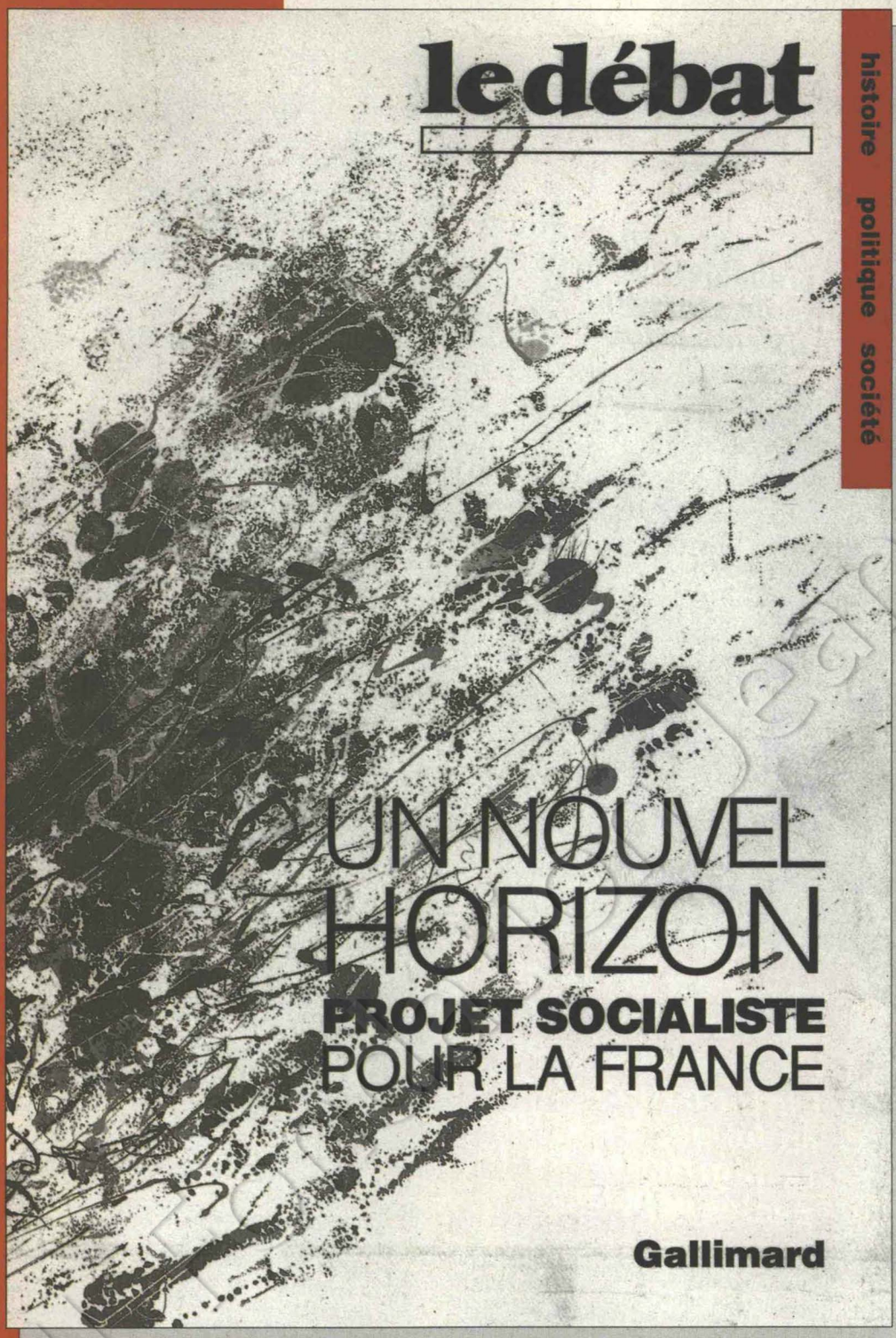
Quels sont les thèmes qui mobilisent l'opinion d'alors ?
La misère et le prix du pain restent les grands thèmes jusque dans les années 1770. Le cours des prix du blé est une nouvelle qu'on s'arrache dans cette société à l'équilibre très instable. Mais la scène centrale, c'est le roi, sa cour, sa famille. Tous ces gens se donnent en spectacle souvent, ils sollicitent le regard public. En même temps, quand quelque chose va mal, encore une analogie avec le présent, dans la famille, ils sont une grammaire pour lire ce qui se passe. Risque de guerre, de disette, toute inquiétude trouve confirmation ou démenti dans les gestes du roi. N'est-il pas entré à Notre-Dame comme les autres années ? La menace est réelle. Qu'on l'aime ou non, le roi est omniprésent. Derrière la scène permanente qu'il joue à ses sujets, les gens décryptent des signes de malaise ou de satisfaction.

L'opinion publique fonctionne-t-elle de la même façon sous un régime autoritaire, comme la monarchie, ou démocratique comme aujourd'hui ?
La parole ne se dit évidemment pas de la même façon si elle est libre ou si elle est muselée. Au XVIIIe siècle, avoir une opinion était risqué puisqu'on retrouve les gens qui parlent à la Bastille, dans les prisons de Bicêtre ou de Paris. Au XXe siècle, nous avons l'impression d'être toujours au courant. Eux vivaient dans une quête perpétuelle de nouvelles. D'où ce Paris traversé de petits nouvellistes, de pamphlétaires, de gens qui vont copier des nouvelles de l'étranger, les transmettent clandestinement, sont poursuivis par la police, d'affiches lues par quelqu'un qui sait lire aux autres autour qui ne savent pas...
Plus important que le contenu de ce qu'ils apprennent, est l'extraordinaire énergie que déploient les gens de l'époque pour savoir. Ils savent qu'ils vivent entre le vrai et le faux. Une nouvelle vraie le matin est démentie le soir. L'important pour eux est de vivre dans le plausible, dans quelque chose qui ait du sens. Dans cette vérification constante d'informations, auxquelles le roi leur refuse l'accès, ils vont aiguiser non seulement leur curiosité mais leur savoir social. Là va se forger un vrai savoir social, politique.

Propos recueillis par Patricia Jaffray

(1) "Dire et mal dire, l'opinion publique au XVIIIe siècle", Seuil, 130 F.

Opinion Publique



Vingt ans
après le congrès
de fondation d'Epinay,
dix ans
après l'arrivée
de la gauche au pouvoir,
le Parti socialiste
vient de se donner
un nouveau Projet.
Comme l'écrit Pierre Mauroy :
"L'objectif qui a présidé
à l'amélioration de notre Projet
est clair : faire la part
de ce qui est immuable
et de ce qui doit changer ;
en un mot redéfinir
notre identité de socialistes
en cette fin de siècle."

Sous la responsabilité
de Michel Charzat
et sur la base
d'une large consultation,
ce projet opère
un tournant décisif
dans la doctrine
et le mode de pensée
de la gauche en France.

A ce titre, il est destiné
à devenir une référence
obligée du débat politique
actuel et un jalon
dans l'histoire
du socialisme français.
Il est indispensable
à l'information du citoyen.

BON DE COMMANDE

à retourner au
secrétariat national à la Communication,
10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07

Nom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

..... exemplaires à **75 F** TTC (prix unitaire)

Soit .....**F**

(CHEQUE A L'ORDRE DU PS)